

l'Anticapitaliste

n°624 | 14 juillet 2022 – 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG



DANS LA RUE.

CENSURONS

MACRON,

LES CAPITALISTES

ET LES PATRONS!

Dossier

DES LECTURES POUR L'ÉTÉ

Pages 6 et 7

ÉDITO

L'argent d'Uber

Page 2



PREMIER PLAN

EDF: «Nationalisation» ou socialisation des pertes?

Page 2

Union européenne.

«Taxinomie verte»: détruire le climat au nom du climat!

Page 3

ACTU INTERNATIONALE

USA. L'été commence avec des fusillades et des manifestations de masse

Page 4

Soudan. Les manœuvres des putschistes

Page 5

ACTU SOCIALE

Éducation nationale.

Chronique d'une pénurie de personnels annoncée

Page 8

LIBRE EXPRESSION

HDP (Turquie). Un congrès festif malgré les menaces

Page 12



Par JULIEN SALINGUE

L'argent d'Uber

Avec les «Uber Files», révélés par une équipe de médias et de journalistes membres et partenaires du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), on en a appris de belles sur Emmanuel Macron. Alors qu'il était ministre de l'Économie, le désormais président a en effet joué un rôle de facilitateur pour la firme Uber dans le cadre de son implantation en France, alors qu'elle rencontrait des difficultés juridiques, voire judiciaires.

«*Meeting méga top avec Emmanuel Macron ce matin. La France nous aime après tout.*» Tel est le contenu du SMS envoyé par Mark MacGann, lobbyiste en chef d'Uber pour la zone Europe, après une entrevue, le 1^{er} octobre 2014, de plusieurs cadres du groupe, dont le fondateur-PDG Travis Kalanick, avec Emmanuel Macron. Un SMS qui fait partie des milliers de documents révélés par l'ICIJ, et qui est exemplaire de la relation fusionnelle qui s'est établie, durant les années 2014-2016, entre Macron et Uber.

Macron est ainsi intervenu à plusieurs reprises pour appuyer Uber afin de, comme le résume une formule de Macron exhumée par le Monde, «faire en sorte que la France travaille pour Uber afin qu'Uber puisse travailler en et pour la France». Tout un programme! Et c'est ainsi qu'un ministre de l'Économie a été un rouage essentiel – parmi d'autres! – dans l'installation d'un groupe capitaliste destructeur des droits sociaux et des conditions de travail, mettant au profit de ce dernier les moyens de l'État. Lors de la parution des «Uber Files», certains ont adopté la posture du: «Et alors, qui est surpris qu'un ministre capitaliste serve les intérêts des capitalistes?». Tandis que du côté de la Macronie, on s'est répandu benoîtement en commentaires du type: «Rien de plus normal qu'un ministre de l'Économie qui œuvre au développement de l'économie». Circulez, y'a rien à voir!

Deux postures en réalité symétriques, qui relativisent chacune à leur façon ce fait essentiel: ce que les «Uber Files» confirment de manière éclatante, c'est à quel point les ultra-libéraux, qui n'ont de cesse de réclamer «moins d'État», savent utiliser l'État, comme s'il était leur propriété personnelle, lorsque cela peut arranger leurs intérêts. Les «Uber Files» sont un exemple exemplaire de ce qu'est le monde selon Macron et les siens: copinage, dissimulation, exploitation. L'expression d'un capitalisme de plus en plus débridé et prédateur, servi par un personnel politique à son image, dont il est plus que temps de se débarrasser.

À la Une

Dans la rue, censurons Macron, les capitalistes et les patrons!

Les «Uber Files» démontrent une fois de plus à quel point Macron et les siens, sous couvert de «progrès» et de «modernité», sont avant tout les serviteurs zélés du capitalisme et des multinationales. Pas étonnant, dès lors, que toute leur politique ait pour conséquence un accroissement des inégalités sociales, de la pauvreté et de la misère, détruisant les sociétés humaines et la planète. Face à un tel rouleau compresseur dont le cynisme n'a d'égal que la dangerosité, l'heure est à la construction d'une riposte d'ampleur, qui ne pourra parvenir à ses fins que si elle s'émancipe des logiques institutionnelles.

Une enquête de plusieurs médias, dont le Monde, vient de révéler comment, entre 2014 et 2016, la société Uber a entretenu des liens privilégiés avec Macron. Alors ministre de l'Économie, ce dernier aurait œuvré en coulisses pour la société de VTC afin de faciliter son implantation. Une révélation concernant des faits qui s'inscrivent dans une logique plus globale de dérégulation accrue du travail. Et une raison supplémentaire d'affirmer qu'il est temps de mettre un coup d'arrêt à Macron, ce lobbyiste du capitalisme, et à sa start-up nation!

Le président de la casse sociale

«*Notre choix est d'ouvrir notre économie et de créer davantage de mobilité sociale.*» Voilà comment Macron défendait en 2016 l'ubérisation, en prétextant vouloir aider les exclus de l'emploi... C'est sans surprise qu'on apprend que Kalanick, alors PDG d'Uber, et Macron, ont engagé ensemble une campagne de communication pour contribuer au développement d'Uber, qui s'est notamment traduite en un lobbying parlementaire visant à modifier des lois ou à empêcher leur application quand elles étaient trop restrictives. Ainsi, Macron a favorisé l'implantation mais aussi l'extension d'Uber à d'autres secteurs comme la restauration, les locations de vélos... Un système qui conjugue l'ultra-précarité à un management ultra-violent. Macron et le patronat veulent imposer la casse du droit du travail par la dérégulation, la flexibilité et la concurrence exacerbée. La loi travail, les ordonnances Macron, toutes ces offensives visent à casser

les droits collectifs des salariéEs, réduire la part des CDI au profit de statuts précaires, notamment d'auto-entrepreneurE, réduire les possibilités de contrôle sur les pratiques patronales, que ce soit par la DGCCRF ou l'inspection du travail. Des bagarres ont permis aux Uber d'être reconnus comme salariéEs, mais pour stopper ce processus, il faudra aller beaucoup plus loin dans la bataille contre les capitalistes et leur personnel politique.

BRUNO LE MAIRE EST...
**SUPER
POUVOIR
D'ACHAT !!**



Censurons ce gouvernement illégitime

Sans surprise, ce lundi, la motion de censure défendue par la Nupes n'a pas été majoritaire, mais elle a au moins permis que s'exprime à l'Assemblée nationale une opposition sans ambiguïté à la politique ultra-libérale du gouvernement et à ses projets de régression sociale. Elle a aussi permis de dévoiler les impostures de l'extrême droite, alliée du gouvernement et de la bourgeoisie. C'est pour le RN un renvoi

d'ascenseur, puisque la macronie lui a permis de conquérir un groupe parlementaire conséquent en contribuant à le dédramatiser toujours plus dans le cadre de la campagne des élections législatives.

Une fois la menace de la censure écartée, Élisabeth Borne a aussitôt indiqué que le cap resterait le même. Les attaques contre le pouvoir d'achat, les salaires, les retraites, les services publics... vont donc se poursuivre. Alors oui, il y a urgence à censurer ce gouvernement illégitime, mais la seule motion de censure qu'il nous reste et qui a toujours montré son efficacité, c'est celle de la rue!

Préparer les mobilisations de la rentrée

Pour mettre un frein à l'offensive du patronat et du gouvernement, il faudra plus qu'une bataille institutionnelle. Macron cherche des alliés sur sa droite et, pour cela, il va accentuer sa politique de violence sociale. Cette guerre de classe de haute intensité nécessite des réponses radicales.

À l'appel de la CGT et Solidaires, une journée de grève pour les salaires le jeudi 29 septembre, ainsi qu'une «Marche contre la vie chère» lancée par la La France insoumise, seront des étapes importantes. Il faut construire ces initiatives et les réussir, mais on sait déjà qu'elles ne vont pas suffire pour faire reculer durablement le pouvoir. Pour mettre fin au pillage du travail, il faut construire un mouvement unitaire, un mouvement d'en bas issu des mobilisations sur nos lieux de vie et de travail, un mouvement qui s'attaque à l'ensemble du système car c'est bien le capitalisme tout entier qu'il faut censurer!

EDF

«Nationalisation» ou socialisation des pertes?

EDF est en fait au bord de la faillite. La moitié du parc nucléaire est actuellement hors service, soit en raison de fissures et de corrosion dans des réacteurs, soit en raison d'opérations de maintenance programmées. La mise en service de l'EPR de Flamanville est à nouveau reportée.

Les dérives de ces dernières années

Au fil des ans, EDF a été détournée de sa mission de service public chargé de produire de l'électricité à un prix abordable pour les consommateurs, dans le respect des travailleurEs de l'entreprise et dans les meilleures conditions écologiques. Se sont

Il y a quelques années (novembre 2005), le changement de statut d'EDF et la privatisation d'une partie du capital avaient été annoncés à grand renfort de campagnes de publicité comme l'instauration d'un «actionariat populaire». Aujourd'hui (le 6 juillet dernier), le gouvernement annonce son intention de prendre le contrôle total de l'entreprise, c'est-à-dire de racheter la part du capital détenue par les actionnaires: l'État français en détient aujourd'hui près de 84%, 1% étant détenu par les salariéEs et 15% par des actionnaires institutionnels et individuels. Que s'est-il passé?

conjuguées deux dérives: celle d'un mode de gestion autocratique de la haute direction de l'entreprise; celle d'un État de plus en plus dominé par les principes du néolibéralisme – le marché de l'énergie a été libéralisé favorisant une gestion à court terme. Par ailleurs, des dizaines de milliards ont été, depuis les années

1990, gaspillés dans des acquisitions à l'étranger. Des économies ont été aussi faites sur le dos des salariéEs (qui ont fait massivement grève ces derniers mois). Depuis 2010, EDF a été aussi obligée de vendre à prix coûtant une part de sa production à des concurrents qui ne produisent pas d'électricité,

ce qui a obligé l'entreprise, ces derniers mois, à aller chercher sur le marché, au prix le plus élevé (le prix du marché a pour référence le prix du gaz) des quantités qu'elle était incapable de produire, et de les vendre à perte (cette contrainte pesant sur EDF a été accrue en janvier 2022).

BIEN DIT

Le nouveau ministre de la Santé François Braun entérine la fin de notre système de santé public.

CHRISTOPHE PRUDHOMME, urgentiste et conseiller régional, regards.fr, 6 juillet 2022.

Un monde à changer

LE NUMÉRO 55 DU JOURNAL L'ENVOLEE INTERDIT EN PRISON
Nous relayons un texte de la rédaction du journal L'Envolée.

Des prisonniers et des proches nous ont informés que dans plusieurs prisons, des surveillants sont intervenus pour confisquer le dernier numéro de *L'Envolée*: le n° 55, paru en mai 2022; ils sont même allés jusqu'à la fouille de cellule en cas de refus... Nous découvrons ainsi qu'une note interne de la direction de l'administration pénitentiaire (AP) interdit – au nom du garde des Sceaux – la lecture de ce numéro à toutes les personnes détenues à cause de l'article «Distribution de permis de tuer au tribunal de La Rochelle»; il contiendrait en effet des «propos diffamatoires à l'égard de l'AP [...], ainsi qu'à l'encontre des personnels pénitentiaires dont elle assure la formation».

Cet article n'est pourtant que le récit du procès auquel nous avons assisté au tribunal de La Rochelle fin novembre 2021. Sept surveillants y étaient jugés pour leur responsabilité dans la mort par étouffement de Sambaly Diabaté en août 2016 à la prison de Saint-Martin-de-Ré. La note de l'AP pointe certains passages où elle voit «des propos alléguant que l'administration pénitentiaire enseigne à ses personnels des gestes professionnels portant atteinte à la dignité de la personne humaine, qualifiés par l'auteur de l'article d'"arsenal habituel" et d'"horreur tellement banale et généralisée" tels que "étranglement, pliage, pose de bâillon"...» Les auteurs de cette note s'inquiètent en outre de la gratuité du journal pour les prisonniers et prisonnières et de sa «large diffusion» qui seraient «de nature à engendrer un retentissement important auprès des personnes détenues». C'est la deuxième fois en deux ans qu'un numéro

de *L'Envolée* est ainsi interdit en détention; le précédent – le n° 52 – avait en prime fait l'objet d'une plainte pour diffamation – dont on reste sans nouvelles à ce jour. Ce qui avait alors justifié l'interdiction, c'était tout un dossier... qui portait déjà sur les violences pénitentiaires et les morts «suspectes». C'est on ne peut plus clair: l'AP entend faire taire celles et ceux qui osent soutenir que les pratiques de ses agents mettent en danger l'intégrité physique des personnes dont ils ont la charge – alors que c'est hélas une évidence pour tous les premiers concernés –, et que cette violence est constitutive de la prison. Ces interdictions à répétition et leur pénible cortège de saisies en cellule visent également à mettre la pression aux abonnéEs de l'intérieur et à dissuader les autres enfermés d'entrer en relation avec *L'Envolée* ou de recevoir le journal. Il est scandaleux que nos abonnéEs subissent de telles intimidations, et nous étudions tous les recours envisageables avec nos avocats.

L'article incriminé: <https://lenvolee.net/proces-des-surveillants-responsables-de-la-mort-de-sambaly-diabate/>

Dans les institutions de l'Union européenne le règlement «taxinomie» ou «taxinomie verte» vise à «déterminer les conditions dans lesquelles une activité économique est considérée comme contribuant de manière substantielle à l'atténuation du changement climatique et de déterminer si elle cause un préjudice important à l'un quelconque des autres objectifs environnementaux». L'objectif affiché est d'identifier les activités jugées durables afin d'orienter les investissements. En réalité, il s'agit, à l'inverse, d'étiqueter comme durables les secteurs capitalistes à favoriser. C'est exactement ce qui s'est passé le 6 juillet dernier au Parlement européen. Sur proposition de la Commission, le gaz fossile et le nucléaire se voient désormais promus au rang des «énergies de transition» par le vote de 328 eurodéputés (contre 278), essentiellement conservateurs, d'extrême droite mais aussi les libéraux de Renaissance, le groupe de LREM.

La France à la manœuvre pour l'adoption de ce texte climaticide

Au moment de l'envoi du projet aux États membres par la Commission, in extremis, le 31 décembre dernier, le secrétaire d'État aux affaires européennes a déclaré: «Le projet de texte correspond à ce que nous souhaitons». Et pour cause! La France s'est alliée à la République

UNION EUROPÉENNE «Taxinomie verte»: détruire le climat au nom du climat!

Retour sur le vote du 6 juillet au Parlement européen, par lequel le gaz fossile et le nucléaire se voient désormais promus au rang d'«énergies de transition».



DR

tchèque, la Hongrie, la Pologne avec lesquelles elle a marchandé son soutien au gaz fossile en contrepartie de leur appui pour relancer son programme nucléaire. C'est ainsi que des milliards d'euros vont aller vers ces énergies avec, en prime, un label vert et la bénédiction de Pascal Canfin, président de la commission environnement du Parlement européen pour qui «la taxinomie nous aidera à faire face

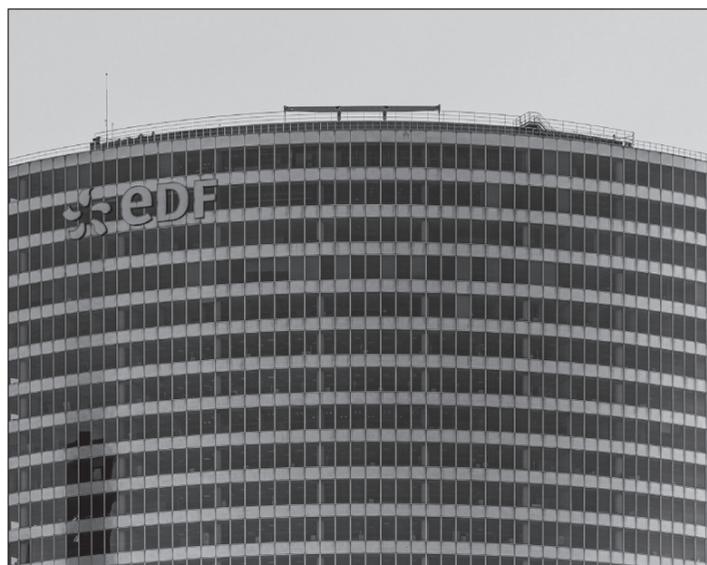
à l'urgence climatique à laquelle nous sommes confrontés». Pourtant l'actualité apporte la preuve que ces énergies sont loin de représenter la solution stable et durable tant vantée. La moitié du parc nucléaire français est à l'arrêt. Même si l'ASN minimise en expliquant que «12 réacteurs sont à l'arrêt», pour une longue durée, «en raison de la corrosion, pour contrôle et le cas échéant

pour réparation» et que les autres réacteurs hors service le sont dans le cadre des arrêts habituels pour maintenance et rechargement en combustible, il n'en reste pas moins que la production est historiquement basse et incertaine. Quant au gaz, les livraisons en provenance de la Russie sont lourdement menacées, elles représentaient 40% des importations de l'Union européenne avant l'invasion de l'Ukraine. Cette pénurie ouvre la porte au redémarrage des centrales au charbon et à l'accroissement du recours au gaz naturel liquéfié (GNL) dont l'empreinte carbone est supérieure d'au moins 20% à celle du charbon. TotalEnergies est déjà sur le coup: terminal méthanier flottant au Havre, contrat avec le Qatar pour l'exploitation du plus grand champ de gaz fossile du monde qui sera exporté sous forme de GNL. Des milliards d'euros seront détournés des énergies renouvelables et des économies d'énergie pour favoriser encore et toujours les énergies les plus climaticides et les plus destructrices. **Commission nationale écologie**

Le cours de l'action EDF a bondi

Alors que Macron et sa bande ne cessent depuis des années de chanter les louanges du privé, Élisabeth Borne a déclaré sans honte, devant l'Assemblée nationale: «Je vous confirme aujourd'hui l'intention de l'État de détenir 100% du capital d'EDF. Cette évolution permettra à EDF de renforcer sa capacité à mener dans les meilleurs délais des projets ambitieux et indispensables pour notre avenir énergétique». En fait, la course vers le nucléaire va continuer avec la construction de six nouveaux réacteurs nucléaires – dits EPR 2 – entre 2035 et 2042, comme l'a annoncé Emmanuel Macron dans son discours de Belfort, le 10 février dernier. Aucune inflexion positive dans la gestion d'EDF n'est à attendre. Rien n'est dit sur le bilan désastreux de la libéralisation

des marchés de l'énergie. Et bien entendu, aucune baisse de la TVA n'est annoncée. Cette étatisation d'EDF est un cas typique de socialisation des pertes. Dans l'immédiat d'ailleurs, les actionnaires dont les titres vont être rachetés sont gagnants: le cours de l'action EDF a bondi à la Bourse de Paris après l'annonce de la Première ministre. Le rachat des actions devrait coûter, semble-t-il, 12,7 milliards d'euros à l'État. Plus que jamais, ce qui est à l'ordre du jour c'est un grand service public de l'énergie: il faut arracher ce bien fondamental à l'avidité du privé et l'intégrer dans le cadre d'une planification sociale et écologique. Mais ce n'est pas un État au service du capital qui pourrait mettre en œuvre une telle politique. **Henri Wilno**



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

Le chiffre

60

C'est le nombre de balles qui ont été retrouvées dans le corps de Jayland Walker, un jeune Américain âgé de 25 ans, abattu le 27 juin par la police d'Akron, dans l'Ohio (USA) alors qu'il tentait de s'échapper de son véhicule après avoir fui un contrôle routier. Les policiers auraient tiré au moins 90 balles dans sa direction, l'atteignant donc à 60 reprises. Jayland Walker n'était pas armé.

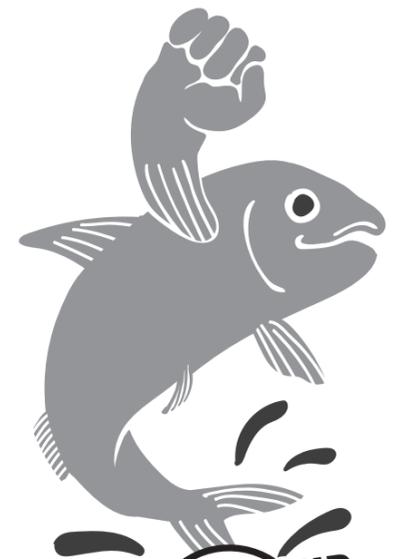


Agenda

Du 23 au 30 juillet, 37^e rencontres internationales des jeunes, Moulins.

Du dimanche 21 au mercredi 24 août, 14^e université d'été du NPA, Port-Leucate.

Accueil le samedi 20 août à partir de 14h, départ le jeudi 25 août après le petit-déjeuner.



À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
 nouveaupartianticapitaliste.org

NO COMMENT

On signera des deux mains. On va même améliorer son texte, à mon avis, pour lui permettre d'être plus efficace, plus performant.

MARINE LE PEN, BFM-TV, dimanche 10 juillet 2022, au sujet de la proposition de Gérald Darmanin d'expulser «tout étranger [qui] a commis des actes graves».

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
 redaction@npa2009.org

Diffusion:
 diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
 2269-3696

Commission paritaire:
 0419 P 11508

Société éditrice:
 Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
 6 500 exemplaires

Directeur de publication:
 Julien Salingue

Secrétaire de rédaction:
 Julien Salingue

Maquette:
 Ambre Bragard

Impression:
 Rotographie, Montreuil-sous-Bois
 Tél.: 0148 70 42 21
 Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ISRAËL/PALESTINE

Les chrétiens palestiniens publient un rapport sur l'apartheid israélien

Les appels répétés des chrétiens palestiniens dénonçant l'apartheid d'Israël sont restés largement sans réponse. Vendredi 1^{er} juillet, avec leurs alliés du monde entier, ils ont repris la parole, ajoutant leur voix à celles des organisations internationales de défense des droits humains et d'un nombre croissant d'organismes ecclésiastiques qui désignent Israël comme un État d'apartheid.

« **A** Dossier on Israeli Apartheid: A Pressing Call to Churches Around the World » : le document de 48 pages fournit une description détaillée du crime d'apartheid et de la manière dont Israël répond à la définition internationale ; il établit un argumentaire biblique/théologique pour décrire l'apartheid comme un péché ; il lance un appel sincère aux églises et à toutes les personnes de bonne volonté pour qu'elles entendent les plaidoyers des chrétiens palestiniens ; il fournit une liste commentée de rapports détaillés, de déclarations et de résolutions désignant vers le régime d'apartheid d'Israël ; et une liste d'actions recommandées.



« **La vérité ne compte jamais autant que lorsqu'elle est dite** »

Le dossier a été créé par Kairos Palestine, le plus vaste mouvement œcuménique non violent de chrétiens palestiniens, présidé par le Patriarche Michel Sabbah, et Global Kairos for Justice, une coalition mondiale de chrétiens qui s'est formée en réponse au document de 2009, « A Moment of Truth »¹.

Le coordinateur général de Kairos Palestine, Rifat Kassis, a décrit le dossier comme étant à la fois une ressource et un défi pour les églises du monde entier afin d'étudier les preuves de plus en plus nombreuses des législations, des politiques et des pratiques d'apartheid de l'État d'Israël.

L'un des éléments clés du dossier est une réponse aux objections que certains responsables religieux font à l'utilisation du mot apartheid par l'Église : « Ce n'est pas utile », « Cela ferme les portes et met fin au dialogue avec les partenaires », « Il faut laisser les tribunaux décider » et « C'est une mauvaise stratégie ». En réponse à chaque objection, le document insiste : « Le mot apartheid renvoie à une vérité, tant dans sa définition en droit international que dans sa description des réalités sur le terrain. La vérité compte, et elle ne compte jamais autant que lorsqu'elle est dite ».

Lors du lancement du document via un webinar, Akshaya Kumar, de Human Rights Watch, et Wesam Ahmad, d'Al Haq – l'une des organisations palestiniennes de défense des droits humains qu'Israël a désignées l'année dernière comme « terroriste » – ont évoqué le poids, deux mesures du monde lorsqu'il s'agit d'appliquer les conséquences d'un comportement jugé criminel selon le droit international. Kumar, de Human Rights Watch, a décrit les nombreuses sanctions et interdictions que les nations se sont empressées d'imposer en réponse à l'occupation de l'Ukraine par la Russie. Ahmad, directeur du Centre de droit international appliqué d'Al Haq, a également souligné « la vaste panoplie d'outils » que la communauté internationale utilise lorsqu'elle veut agir, puis a décrit le manque de volonté politique des nations occidentales face à l'occupation de la Palestine par Israël depuis plus de cinquante ans.

Jeff Wright, traduction J.S.

Version intégrale sur mondoweiss.net

1 – Appel à la solidarité internationale publié par Kairos Palestine en 2009.

USA

L'été commence avec des fusillades et des manifestations de masse

Retour sur la journée du 4 juillet dernier aux États-Unis.

Aux États-Unis, l'été commence le 4 juillet, jour de l'Indépendance (le 4 juillet 1776 est la date de la proclamation de leur indépendance, face à la Grande-Bretagne, par les 13 colonies, noyau originel des États-Unis), avec des défilés patriotiques célébrant « le pays de la liberté et la patrie des braves », des bières et des barbecues dans les arrière-cours et des feux d'artifice partout. La télévision diffuse le concours Nathan's Coney Island de mangeurs de hot-dogs – le record est de 76 hot-dogs en 10 minutes, détenu par Joey Chestnut qui a encore gagné cette année. Avec la fin de l'année scolaire, un week-end de trois jours et le début des vacances pour certains, la journée est généralement placée sous le signe de la fête. Mais pas cette année.

Manifestations de femmes

À Highland Park, dans l'Illinois, une banlieue de Chicago, un jeune homme de 21 ans, Robert E. Crimo, installé dans une tour, a tiré 83 coups de feu avec un fusil semi-automatique lors du défilé du 4 juillet, tuant sept personnes et en blessant 46. C'est la pire d'une douzaine de fusillades de masse survenues aux États-Unis le jour de l'Indépendance. On sait que le Congrès a refusé d'interdire les armes de type militaire et que la Cour suprême a récemment invalidé certaines réglementations limitant le port des armes à feu.

Dans d'autres villes du pays – Los Angeles, San Francisco, Saint-Louis, Chicago, Atlanta et New York, entre autres –, les défilés du 4 juillet pendant la journée et les feux d'artifice de la soirée ont été interrompus par des centaines, voire des milliers de femmes défilant pour le droit

à l'avortement. De nombreuses femmes interrogées par les médias ont dit la même chose : « Le 4 juillet est une célébration de la liberté. Mais la décision de la Cour suprême sur l'avortement nous a rendues moins libres, nous les femmes. »

Les Noirs, qui ont toujours remis en question l'idée qu'ils vivaient dans le « pays de la liberté », n'ont jamais pleinement partagé les célébrations du 4 juillet puisque la Révolution de 1776 et la Constitution de 1787 ne les ont pas libérés. Certains Noirs ont célébré, le 19 juin, le *Juneteenth*, dont le président Joe Biden a fait un jour férié fédéral l'année dernière. Ce jour férié rappelle le 19 juin 1865, après la fin de la guerre de Sécession, lorsque le général Gordon Granger de l'armée US a proclamé la liberté des esclaves du Texas, un événement célébré

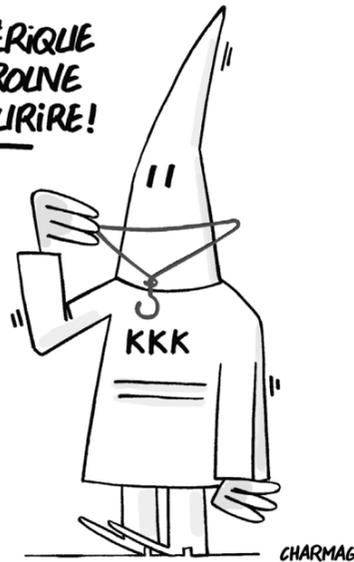
depuis lors à Houston, au Texas, et dans d'autres régions. On pourrait dire que le 19 juin a été pour beaucoup de Noirs leur 4 juillet.

Mobilisations antiracistes

Dans de nombreuses villes, des militantEs noirs ont protesté le 4 juillet contre le racisme des blancs. Des étudiantEs en droit noirs ont organisé un sit-in de huit heures devant la Cour suprême. Parmi eux, Amy Yeboah, professeure à l'université Howard, a déclaré : « Nous honorons les femmes noires – les vies qui ont été perdues à cause des violences policières – mais aussi le fait que l'Amérique ferme les yeux sur les injustices dont sont victimes les femmes noires. »

À Chicago, Michael Ben Yosef a participé à l'organisation de manifestations contre les violences policières :

L'AMÉRIQUE
RETROUVE
LE SOURIRE!



BIRMANIE

En invoquant la peine de mort, la junte se condamne elle-même

Le 3 juin, le porte-parole de la junte birmane révélait que le régime prévoyait d'exécuter quatre condamnés à mort, dont deux prisonniers politiques de premier plan : l'ancien député de la Ligue nationale pour la démocratie, Phyo Zayar Thaw, et le militant pour la démocratie, Ko Jimmy. Tous deux ont été accusés de mener une résistance armée contre le régime militaire.

A première vue, la « promesse » d'exécuter des prisonniers politiques peut sembler anodine compte tenu des autres crimes odieux commis par l'armée. Des dizaines – voire des centaines – de personnes sont mortes durant leur détention par l'armée, portant souvent des traces de torture brutale. Les maisons de centaines de villages ont été rasées dans toute la campagne, où des soldats en patrouille exécutent aussi sommairement des civils. Il existe des preuves crédibles que de nombreuses victimes ont été brûlées vives. Même les enfants n'ont pas été épargnés : selon les données de l'Association d'assistance aux prisonniers politiques, au moins 147 enfants de moins de 18 ans ont été tués par l'armée depuis le coup d'État.

Un niveau supérieur de mépris

Mais dans tous ces cas, la junte a soit nié complètement avoir commis

les crimes, soit les a imputés à la résistance, soit a cherché à justifier ses actions par la légitime défense. En procédant à des exécutions judiciaires, le régime tueait ouvertement et fièrement au vu et au su de tous. Cela indiquerait un niveau supérieur de mépris quant à la façon dont il est perçu, tant dans le pays qu'à l'étranger. Quatre morts peuvent sembler n'être qu'une goutte dans un seau rempli de sang, mais n'oublions pas qu'il y a plus de 70 personnes dans le couloir de la mort, dont deux ont moins de 18 ans, et des milliers en détention. Si les militaires procédaient à quatre exécutions, rien ne les empêcherait de tuer les autres ou de condamner à mort d'autres prisonniers politiques.

Le recours à la peine de mort est aussi symboliquement provocateur à plusieurs niveaux. Tout d'abord, il s'agit d'une violation du premier précepte du bouddhisme, qui consiste à s'abstenir de

tuer. Parmi les sept pays à majorité bouddhiste, le Cambodge, le Bhoutan et la Mongolie ont interdit la peine capitale, tandis que le Sri Lanka et le Laos l'ont inscrite dans leur législation mais ne l'ont pas appliquée depuis des décennies. Le Myanmar appartient également à cette dernière catégorie, la dernière exécution judiciaire confirmée remontant à 1977, même si l'on pense que d'autres ont eu lieu dans les années 1980. Le rétablissement de la peine capitale violerait ce qui est essentiellement devenu un tabou national et témoignerait d'un mépris pour la religion et la culture que l'armée prétend protéger. Parmi les pays bouddhistes, l'exception est la Thaïlande, qui a procédé à sa plus récente exécution en 2018.

« Erreur impardonnable »

Plus important encore, les exécutions judiciaires aggraveraient le cycle de violence en cours. La décision des militaires de confisquer

« L'indépendance des personnes de couleur ne fait pas partie de nos vies. Nous sommes constamment harcelés, voire assassinés, à cause des violences policières dans tout le pays. Le concept de liberté ne semble pas être arrivé jusqu'à nos portes, même si nous sommes ici depuis 400 ans », a-t-il déclaré. « Nous considérons comme une abomination de célébrer tout ce qui vient avec le 4 juillet ».

Les Noirs de Brooklyn ont défilé et se sont rassemblés, avec le slogan « Affronter le 4 juillet ». Joe Macellaro, l'un des organisateurs, a demandé : « Que signifie le 4 juillet pour les gens qui sont encore opprimés, marginalisés – qui n'ont pas toutes les libertés que nous sommes censés avoir dans ce pays ? »

Dans le Dakota du Sud, le peuple autochtone Oglala Lakota a protesté contre la visite le 4 juillet de l'ancien président Donald Trump au mont Rushmore, le site touristique où ont été sculptées les effigies de quatre anciens présidents – George Washington, Thomas Jefferson, Theodore Roosevelt et Abraham Lincoln. La montagne, sacrée pour le peuple Lakota, a dû être partiellement démolie pour sculpter ces effigies. M. Trump, qui a soutenu le passage du gazoduc XL sur les terres des Lakota, a proposé que sa tête y soit ciselée avec les autres. Il n'est donc pas surprenant que les Lakota et leurs soutiens aient bloqué une grande autoroute pour empêcher la visite de Trump.

Le 4 juillet ne pourra être une véritable fête que lorsque toutes les ÉtatsunienEs partageront réellement la paix et la liberté que le pays proclame. Jusqu'à que ce soit le cas, ce sera aussi une journée de protestation.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

le pouvoir a déclenché des campagnes de vengeance justicières, avec entre autres des assassinats commis à la fois par des groupes de résistance et des groupes pro-militaires. Des analystes ont averti que cette décision pourrait donner lieu à des violences communautaires motivées par la vengeance personnelle, qui seraient plus difficiles à contrôler que les conflits armés traditionnels. La Force de défense du Myanmar (Sagaing) s'est déjà engagée à répondre « œil pour œil » si les militaires procèdent aux exécutions prévues.

L'exécution d'éminents militants en captivité rendrait également les négociations futures – aussi improbables paraissent-elles aujourd'hui – beaucoup plus difficiles. C'est pourquoi le lieutenant-général Gun Maw, vice-président de l'Organisation pour l'indépendance du Kachin, a mis en garde la junte contre une « erreur impardonnable ».

Le fait de procéder à ces exécutions exprimerait certainement une fuite en avant désespérée de la junte. Pour donner à ses partisans les plus macabres quelque chose à célébrer, et pour montrer qu'elle a le contrôle – non pas en résolvant l'effondrement du système de santé, la pénurie de carburant ou la crise de l'électricité, mais en faisant la seule chose pour laquelle les militaires sont vraiment doués : tuer. **Frontier Myanmar, traduction J.S.**

SOUDAN Les manœuvres des putschistes

La grande manifestation du 30 juin, qui a rassemblé des dizaines de milliers de personnes à travers tout le Soudan, démontre que la combativité reste intacte huit mois après le coup d'État perpétré par les généraux Abdel Fattah al-Burhan et Mohamed Hamdan Dogolo alias Hemidti.

Une répression tous azimuts

Pourtant les autorités n'ont pas lésiné pour tenter d'amoindrir la portée de ces rassemblements. Elles ont arrêté préventivement les militantEs, barricadé les principaux boulevards et ponts menant au centre-ville de la capitale à l'aide de containers utilisés pour le fret maritime. Elles ont évidemment coupé le réseau internet pour tenter de désorganiser les manifestations. Mais rien n'y a fait, pas même le danger bien réel que peut représenter la participation aux manifestations. Le bilan est de dix morts et plusieurs centaines de blessés. Cette mobilisation a été préparée bien en amont par les nombreux activistes qui ont sillonné tous les quartiers des grandes villes, distribuant des tracts, accrochant des banderoles, peignant des fresques sur les murs et surtout organisant des centaines de réunions avec les populations.

Maintenir le cap

Malgré les pressions des principales chancelleries occidentales, de l'Union africaine et de l'ONU, les forces vives de la mobilisation, que cela soit l'Association professionnelle soudanaise ou les Comités de résistance des quartiers, ne transigent pas sur leur revendication initiale: « Pas de dialogue, pas de

Alors que les mobilisations ne faiblissent pas, la junte au pouvoir a annoncé qu'elle se retirait au profit d'un gouvernement entièrement composé de civils. Avec cette déclaration, les généraux espèrent maintenir leur mainmise sur le pays avec un vernis démocratique et obtenir les aides financières gelées depuis le coup d'État.



« négociation, pas de partenariat avec l'armée ». L'exigence du retour des militaires dans leurs casernes est soutenue aussi par le Parti du Congrès soudanais, une organisation laïque de centre gauche, et par le Parti communiste soudanais. Après la manifestation du 30 juin, un slogan est massivement repris « *I'tisam I'tisam hatta Yasqut Alnizam* » (« Sit-in sit-in jusqu'à la fin du régime »). Ainsi, ces sit-in sont organisés un peu partout avec toujours la même exigence d'un retrait des militaires de la vie politique.

Autre fait marquant, une manifestation de femmes dénonçant les violences qu'elles encourent par le régime. En effet, de nombreux cas de viols commis par les membres des forces de répression ont été recensés. Ces militantes mettent aussi en avant le droit pour les

femmes de participer pleinement à la lutte, sans subir des comportements sexistes de la part de certains manifestants.

Nouvelle tactique de la junte

Dans son allocution télévisée, Abdel Fattah al-Burhan a annoncé le retrait des militaires des pourparlers menés par l'Union africaine et l'IGAD (une structure des pays d'Afrique de l'Est), et la constitution d'un gouvernement civil. Une déclaration suivie de la dissolution du Conseil souverain de transition. Que penser d'une telle position ? Il n'est évidemment pas question pour les militaires d'abandonner le pouvoir et le contrôle des principales entreprises du pays. L'idée est plutôt d'adopter une stratégie visant à accepter formellement les exigences de la rue : la mise en place d'un gouvernement

civil – quitte à le contrôler étroitement. À cet effet la junte annonce la création d'un Conseil suprême des forces armées dont les prérogatives seraient la défense de la souveraineté de la nation. Ce qui implique qu'une partie des charges régaliennes de l'État échapperait au gouvernement civil. De plus la réintégration massive des fonctionnaires de l'ancien régime d'Omar al-Bashir, qui avaient été écartés lors de la révolution de 2019, renforcera la mainmise des militaires sur la gestion du pays.

La proposition de la junte permet donc de répondre favorablement aux pressions occidentales, ce qui permettrait de bénéficier des prêts des institutions financières qui ont été gelés après le coup d'État. Le Soudan est au bord de la banqueroute, et la crise économique est en train d'annihiler les quelques soutiens dont bénéficie l'armée. Si les principaux animateurs de la lutte ont dénoncé cette manœuvre, il n'est pas sûr que les deux partis traditionnels, le parti Oumma et les Unionistes, ne cèdent aux sirènes du pouvoir. Habilement, les Comités de résistance ont soulevé la question de l'impunité. Ils exigent que les auteurs des crimes et tortures contre les manifestantEs soient jugés et sanctionnés, notamment les premiers d'entre eux, les généraux Abdel Fattah al-Burhan et Hemidti, une façon claire d'écarter les généraux du pouvoir.

Paul Martial

ASIE La révolte srilankaise dégage les gouvernants

La colère qui couvait dans les rues du Sri Lanka depuis plusieurs mois a finalement débordé le week-end dernier, semant la panique chez les dirigeants du pays.

Bravant le couvre-feu imposé par le gouvernement, des milliers de personnes se sont rendues dans la capitale pour participer à une manifestation monstre à Colombo samedi 9 juillet. Ils ont réquisitionné des bus et des camions qui avaient encore du carburant, et se sont entassés dans des trains qui pouvaient encore rouler. Une fois dans la capitale, ils ont rejoint des centaines de milliers d'autres personnes furieuses de l'effondrement économique et de la corruption politique. Ensemble, ils ont exigé : « *Gota doit partir* » – en référence au président Gotabaya Rajapaksa et à sa famille de collaborateurs du gouvernement.

« Cela semble encore irréel »

Dans le centre de la ville, les manifestantEs ont construit des barricades improvisées pour empêcher la police et l'armée de disperser les protestations. Ils se sont même emparés d'un canon à eau, jetant les policiers hors de la cabine et écrivant « *Rendez-nous l'argent volé* » sur son côté. Non loin de là, les manifestantEs ont enfoncé un camion militaire, qu'ils avaient réquisitionné, dans la dernière porte qui les séparait de la résidence du président. Des centaines de personnes ont afflué, occupant allègrement la luxueuse demeure que Rajapaksa avait quittée précipitamment. « *Moins de deux heures après le début, nous étions à l'intérieur de la résidence* », a déclaré Nuzly Hameem, qui a aidé à lancer le camp de protestation initial Galle Face Green en avril. « *Cela semble encore irréel* ». Quelques minutes après être entrés dans le manoir, certains manifestants nageaient dans sa piscine tandis que d'autres s'entraînaient dans la salle de sport ou se prélassaient dans les chambres. En fouillant dans les tiroirs, un manifestant a fièrement montré ce qu'il a dit être une paire de caleçons du président. Depuis un navire de la marine srilankaise, Rajapaksa a annoncé qu'il allait démissionner mercredi 13 juillet. Dans la soirée, les rebelles se sont dirigés vers la maison du Premier ministre Ranil Wickremesinghe, à laquelle ils ont mis le feu sous les acclamations et les chants. Lui aussi a été contraint d'annoncer qu'il était prêt à se retirer en faveur d'un gouvernement d'unité nationale.

« Jamais je n'aurais pensé que cela pourrait arriver au Sri Lanka »

Le dimanche s'est transformé en jour de fête. Deepa Ranawara, son mari et leurs deux enfants étaient parmi ceux qui profitaient de l'atmosphère festive. En riant, Deepa a expliqué qu'elle ne pouvait pas se tenir debout tant ses jambes lui faisaient mal après avoir parcouru 15 miles [24 kilomètres] pour rejoindre les manifestantEs. « *Malgré tout, nous célébrons l'événement qui s'est produit ici* », a-t-elle déclaré. « *Les gens ont trop souffert. Jamais, dans mes rêves les plus fous, je n'aurais pensé que cela pourrait arriver au Sri Lanka.* »

L'atmosphère de carnaval est bien méritée, mais ne peut pas durer. La crise économique s'aggrave à mesure que les stocks de presque tous les types de produits essentiels s'épuisent. Et les politiciens et la classe dirigeante au sens large cherchent désespérément à reprendre l'initiative.

On parle d'un gouvernement national impliquant tous les principaux partis, et peut-être de nouvelles élections. L'objectif principal de toute nouvelle administration sera d'étouffer les protestations et de conclure un accord avec le Fonds monétaire international qui impliquera des coupes sombres et des privatisations. Tous les partis politiques sont engagés dans ce processus. On ne peut compter sur aucun pour défendre les travailleurEs, les petits agriculteurs et les pêcheurs, ainsi que les pauvres.

C'est pourquoi il est vital que le mouvement qui a mis fin à la dynastie Rajapaksa se prépare à des combats encore plus importants.

Yuri Prasad, traduction J.S.

Original (en anglais) sur socialistworker.co.uk

GRANDE-BRETAGNE Boris Johnson s'en va, les problèmes demeurent

Le Parti conservateur est l'un des partis de la classe dirigeante qui a le mieux réussi dans l'histoire. Il a réussi à s'adapter à des circonstances changeantes pendant près de deux siècles. Il a gouverné beaucoup plus que les Travailleurs depuis la Seconde Guerre mondiale. En général, il a été capable de mettre en œuvre les politiques exigées par les secteurs dominants de la classe capitaliste britannique. Par exemple, le Thatcherisme a rompu avec le « One Nation Toryism » pour briser la résistance des syndicats et réduire sauvagement le coût du « salaire social » représenté par l'État-providence. Après le crash de 2008, les Tories ont réussi à persuader l'électorat que les travaillistes étaient aussi responsables que les banquiers, puis à mener un programme d'austérité sans résistance majeure.

Risques d'une crise trop profonde

Le Brexit était toutefois une autre affaire. Le grand capital est pro-européen et trouve l'ensemble du projet Brexit contraire à ses intérêts. Le « fuck business » de Johnson exprimait très clairement cette contradiction. Bien sûr, vaincre Corbyn était aussi dans l'intérêt du capital, mais le faire par la victoire

Retour sur la démission de Boris Johnson au Royaume-Uni, avec le point de vue de Dave Kellaway, membre d'Anticapitalist Resistance.

de quelqu'un comme Johnson, avec son impact négatif sur l'économie et son effet corrosif sur la confiance de la masse dans la probité de la politique, était un prix lourd à payer. Le consentement des opprimés à leur propre exploitation est en partie obtenu en maintenant la confiance des gens dans les processus et institutions politiques. Trump ou Johnson ont gagné le pouvoir en s'opposant directement à la manière habituelle de faire de la politique. Johnson a remodelé le Parti conservateur et intégré toute une partie des partisans du parti UKIP/Brexit afin de remporter les élections de 2019. Auparavant, il avait utilisé des tactiques mensongères pour gagner le référendum sur l'UE. Plus précisément, il a menti sur l'argent qui serait disponible pour le NHS et sur la « menace » des migrants turcs.

Les grandes entreprises – comme nous l'avons vu dans les années 1930 avec la montée du fascisme – sont prêtes à abandonner la politique parlementaire démocratique et à utiliser le fascisme ou le populisme de droite dure en période de crise profonde.



Mais en temps « normal », elles préfèrent promouvoir la démocratie, car cela peut convaincre les masses qu'il est possible de chasser les gouvernements par les urnes ou de travailler à une alternative. Si les gens commencent à penser que tous les politiciens sont des menteurs, des forces politiques incontrôlables risquent de se développer. Les gens sont plus susceptibles de descendre dans la rue s'ils pensent que la politique à Westminster est une farce cynique.

Construire par en bas

Pour les travailleurEs en grève pour défendre leur niveau de vie ou pour lutter pour une société plus juste, cette crise des Tories est positive. Elle peut faciliter la victoire de leurs

luttés si le gouvernement est plus faible. Si votre ennemi est en déroute, cela peut vous donner confiance. D'un autre côté, les travailleurEs ne trouveront que peu de soutien auprès de la direction du Parti travailliste de Starmer. Il est probable que nous serons confrontés à un gouvernement travailliste qui adoptera un type de politique similaire à celle mise en œuvre par Blair après 1997 – et le respect des économies budgétaires imposées par le précédent gouvernement tory et les patrons. Les socialistes, à l'intérieur et à l'extérieur du Parti travailliste, doivent s'organiser pour soutenir tous les travailleurEs en lutte. Nous devons construire patiemment un programme radical de politiques pour un gouvernement travailliste. La mise en œuvre d'un tel programme dépend d'un mouvement très fort organisé dans les communautés et sur les lieux de travail. Même si les congrès du Parti travailliste adoptent des politiques progressistes, il ne faut pas croire que la direction du Parti travailliste les mettra en œuvre si les grandes entreprises y résistent.

Dave Kellaway, traduction J.S.

Version intégrale sur anticapitalistresistance.org

ESSAI

L'Ensauvagement du capital, de Ludivine Bantigny

Éditions Seuil Libelle, 72 pages, 4,50 euros.

C'est bien un livre*, l'objet que l'on a dans la main, mais ce pourrait être une conférence, voire le cœur d'une simple conversation, le soir sous la pergola... Car ce tout petit livre nous offre une belle idée, nous lance un grand défi : « Comment nous pourrions vivre » !

*ancré

Ludivine a les pieds sur terre, sur cette terre qu'ils dévastent en maltraitant l'humain et le non-humain, sur cette terre de souffrance et de misère. Au « C'est à ce prix que vous mangez du sucre », de Voltaire, elle articule le très actuel « C'est à ce prix que marchent vos ordinateurs ». En quelques pages, l'auteure documente les ravages du capitalisme, ici et ailleurs.

L'ouvrage s'ouvre sur l'évocation tranchante d'un adolescent, de celles et ceux qui meurent, intoxiqués par les émanations des déchets toxiques – nos déchets ! – dont ils et elles tentent d'extirper, sur la décharge d'Accra au Ghana, quelques bribes de métaux à revendre. Ces mêmes métaux qui ont servi à fabriquer les appareils

L'ensauvagement du capital

Ludivine Bantigny

Je lis le mot d'« ensauvagement » à longueur de journées, de colonnes, de slogans. Alors je reviens à Césaire qui décrivait l'Europe coloniale suçant comme un vampire le sang, les terres, les biens et la dignité même, ravivant l'humanité au rang amer des bêtes de somme. Ensauvagement : ce mot n'est pas réservé au passé. Il peut désigner la prédation qui enrégimente le vivant dans la sombre loi du marché. Le capitalisme a toujours été ensauvagé : ses origines sont tachées de sang.

Seuil Libelle

vendus dans les pays riches. Ces métaux arrachés dans la douleur des mines du Kivu, au Congo-Kinshasa... La boucle se referme de la prédation... La marque de l'ensauvagement du capital.

*incarné

Ludivine Bantigny sait de quoi elle parle, elle sait d'où elle vient, ce qu'elle ignorent sans doute – ou alors ils ne veulent pas le savoir, tant ils ne peuvent le concevoir – ceux qu'elle rencontre, ceux qu'elle affronte... Ludivine

vient du peuple, c'est de là qu'elle parle, alors que la plupart de ses interlocuteurs, experts, éditorialistes, décideurs, qu'elle croise « sur les plateaux », en ignorent tout et le méprisent... Et Ludivine n'en peut plus de leurs amalgames, de leurs approximations, de leur arrogant renvoi, comme seul argument – mais comme argument ultime – aux heures sombres du stalinisme et du maoïsme, à Pol Pot, au couteau entre les dents !

*éclairé

Alors Ludivine Bantigny veut parler d'autre chose. Elle veut faire émerger, contre leurs sarcasmes, une alternative aux barbares impasses du capital, toujours présentées comme inéluctables, comme le prix à payer. Elle veut ouvrir une fenêtre, éclairée par l'espoir, une fenêtre sur le bonheur. Le très court dernier chapitre intitulé « Comment nous pourrions vivre », brosse en six pages le tableau d'un monde à construire, un monde dans lequel on respire, un monde au sein duquel on « retrouve du temps pour des vies accomplies ».

Vincent Gibelin

LITTÉRATURE

Une sortie honorable, d'Éric Vuillard

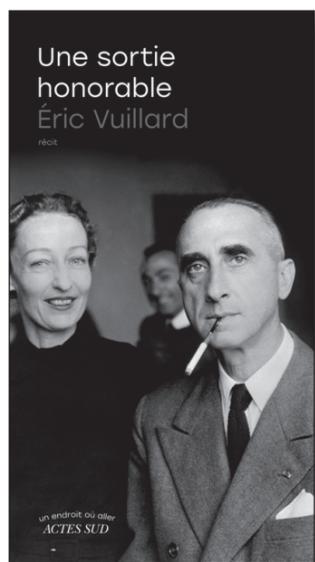
Acte Sud, 208 pages, 18,50 euros.

C'est le tout dernier livre d'Éric Vuillard, qui vient de sortir. Toujours écrit dans le même style, de manière concise, avec pas mal d'ironie, l'auteur part souvent d'une anecdote, d'un document, d'une photo, d'un individu pour raconter un évènement historique grave et dramatique.

Travailleurs indochinois surexploités

Après nous avoir parlé de la révolution de 1789 (14 Juillet), du massacre des populations autochtones d'Amérique (Tristesse de la Terre), de la terreur coloniale (Congo), de la Première Guerre mondiale (La bataille de l'Occident), des révoltes paysannes (La guerre des pauvres), voilà qu'Éric Vuillard se penche à nouveau sur la colonisation avec la guerre d'Indochine.

Le récit commence en 1928, avec la visite de trois inspecteurs du travail sur une plantation de caoutchouc, admirable d'alignement des arbres, appartenant à Michelin aidé de Taylor pour la rationalisation du travail. On est tout de suite dans l'ambiance : des dirigeants et cadres français qui surexploitent avec brutalité des ouvriers indochinois, qu'ils torturent même lorsque ceux-ci tentent de fuir leur condition. Et puis au fil des chapitres, la situation coloniale est décrite au travers de plusieurs portraits de personnages, arrogants ou ridicules, ambitieux, carriéristes, opportunistes. On fait connaissance ainsi de quelques politiciens ministres ou députés au Parlement, de dirigeants



de conseil d'administration de banque, de hauts fonctionnaires, de plusieurs militaires haut gradés dont De Lattre de Tassigny ou autres généraux, en clair toute la panoplie coloniale au complet.

Critique efficace et percutante du colonialisme

Et puis il y a la guerre, les batailles, les défaites de l'armée française, humiliantes pour la puissance coloniale, contre une armée populaire, contre un peuple, contre des paysans, des ouvriers, des pauvres qui

luttent pour leur dignité, pour leur indépendance. À côté de ceux qui veulent se faire un nom dans cette guerre, il y a le cynisme des capitalistes, des propriétaires des mines ou des plantations, celui des banquiers qui investissent ou désinvestissent au gré des événements, qui calculent, qui s'enrichissent sans honte en pillant, en détruisant, en surexploitant.

Cette guerre d'Indochine, avec les batailles de Cao Bang (1950) ou Diên Biên Phu (1954), était bien motivée par les intérêts des capitalistes français et non pas juste pour un territoire aussi beau soit-il. Et c'est pour cela que l'État colonisateur s'accroche, méprisant tout un peuple. Vuillard nous raconte tout cela, en peu de pages, en quelques portraits, en quelques petites histoires. C'est efficace, c'est percutant, très plaisant à lire car on sourit pas mal des portraits moqueurs de ces gens de la classe dominante. Nous sommes plongés entre les années 1920 et 1950, mais on pense souvent à notre époque, car le colonialisme ou l'impérialisme, le pillage des richesses ou l'exploitation des peuples, ce n'est pas que de l'histoire passée, c'est aussi très actuel. Vraiment, c'est à lire, comme d'ailleurs tous les autres récits du même auteur.

Philippe Poutou

librairie
★ la-breche.com



Comme chaque année, l'Anticapitaliste vous propose une sélection d'essais, BD : une variété de titres, la plupart récemment parus

ESSAI

Quand les femmes ont dit basta, de Anne-Marie Barone et Véronique Ducret

BSN Press, 312 pages, 20 euros.



Dans un livre publié récemment, deux des membres fondatrices du Comité contre le harcèlement sexuel, relatent les premiers combats menés à Genève dans les années 1990 contre le harcèlement sexuel au travail. L'une des deux co-auteurs, Anne-Marie Barone, a répondu aux questions de nos camarades de solidaritéS (Suisse).

harcèlement sexuel qu'elle avait subi soit reconnu par la Chambre d'appel des Prud'hommes. Cette victoire a représenté un pas important pour la suite du combat contre le harcèlement sexuel.

Comment êtes-vous passées du viol au harcèlement sexuel dans l'association Viol-Secours ?

Dès ses débuts, dans sa plateforme, Viol-Secours mettait l'accent non seulement sur la question du viol en tant que tel, mais aussi sur toutes les autres formes de violences sexuelles courantes et souvent banalisées, qui font partie d'une « culture du viol ». Parmi ces phénomènes, le harcèlement sexuel au travail, non reconnu par la loi à l'époque, était dénoncé, en tant qu'instrument de domination des femmes. Après que Maria fut venue à la permanence sur le harcèlement sexuel et qu'elle eut saisi le Tribunal des Prud'hommes, un comité de soutien s'est constitué, qui s'est transformé en 1989 en Comité contre le harcèlement sexuel (CCHS).

Depuis quand le harcèlement sexuel est-il expressément nommé dans la législation en Suisse ?

Un premier pas a été franchi lors de la révision du Code pénal suisse de 1991, qui a introduit un nouvel article 198, instituant une « contravention contre l'intégrité sexuelle ». Mais c'est surtout, sur le plan du droit civil, l'entrée en vigueur de la Loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (LEG), en 1996, qui marque un tournant. Pour la première fois en effet, une définition légale du harcèlement sexuel était introduite dans une loi fédérale

(art. 4). Malgré les limites de la loi et de sa mise en œuvre, c'est indéniablement une avancée pour la défense des droits des salariées.

Que conseilles-tu aux travailleuses et aux étudiantes de maintenant ? Comment réagir, comment s'unir contre les pratiques sexistes ? Comment éradiquer ces pratiques ?

Il est évidemment impossible de répondre en quelques mots à ces questions. Dans le chapitre conclusif de notre ouvrage, nous évoquons quelques pistes. Les associations féministes et les syndicats devraient porter une attention particulière aux travailleuses les plus vulnérables, dont le statut est le plus précaire, qui le plus souvent renoncent à dénoncer ce qu'elles subissent, de peur de perdre leur emploi ou, pire encore, de devoir quitter la Suisse si elles n'ont pas de statut légal.

Les procédures internes aux entreprises, administrations et lieux de formation, devraient être améliorées. Enfin, sur le plan légal et judiciaire, il faudrait réfléchir à la manière de faciliter la preuve des faits de harcèlement, souvent très difficile voire impossible à apporter par les travailleuses qui s'adressent à la justice.

Mais plus fondamentalement, tout ce qui peut contribuer à renforcer le pouvoir, individuel et collectif, des femmes dans la société, comme la mobilisation au travers d'un mouvement féministe pour la défense des droits des femmes, est un élément important dans la lutte contre le harcèlement sexuel et les autres formes de violences. *Propos recueillis par Maryelle Budry*

RUPTURES

R

élection de livres pour l'été. Romans, et déjà évoqués dans nos colonnes.

ROMAN

Donbass, de Benoît Vitkine

Livres de poche, 320 pages, 7,70 euros.

Journaliste et lauréat du prix Albert-Londres, l'auteur a situé son premier roman écrit en 2020 dans une région, un pays qui défraie depuis plusieurs années la chronique guerrière...

Assassinat sur fond de guerre

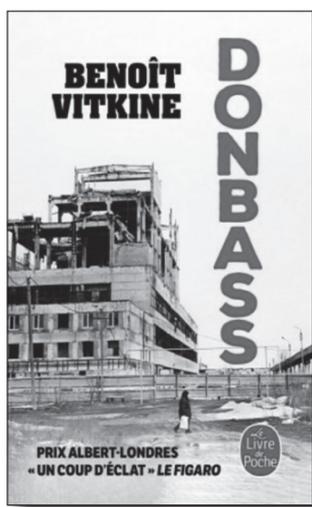
Polar « noir » aux intrigues bien sinueuses et sanglantes, ce roman ne se contente pas d'être une enquête policière pour déboucher le ou les meurtrier(s). Situé dans le Donbass, comme le titre éponyme, à l'est de l'Ukraine et en bordure de la Russie, le récit se déroule en 2018 (anticipation prémonitrice de l'agression impérialiste poutinienne contre le peuple ukrainien) dans des localités qui bordent la frontière, sur la ligne de front, entre offensive séparatiste pro-russe depuis 2014 et résistance ukrainienne opposée à cette séparation dans une relation complexe entre défense du territoire et culture et histoire communes, très proches les unes des autres.

Dans un contexte social empreint de « sinistrose » où, depuis, au moins 2014, la guerre est déjà présente, la petite ville d'Audiivka, dans une région minière, est le théâtre de l'horrible assassinat du petit Sacha, parmi ceux fréquents dus aux obus et mitraillages. C'est le colonel Henrik de la police ukrainienne qui va mener l'enquête, miné lui-même par le doute, la lassitude et ses propres démons.

Un roman noir, mais éclairant

Le roman nous plonge alors dans l'atmosphère d'une région en guerre incessante, percluse par le désarroi, la pauvreté, les ravages de l'alcoolisme mais aussi le mensonge, la corruption et le passage de l'un à l'autre camp comme si une même famille venait de se déchirer et maintenant tout de

même des liens et de fragiles passerelles. Au-delà de l'intérêt palpitant de son intrigue, ce livre est instructif (ô combien aujourd'hui) sur l'histoire du Donbass, de ses populations ukrainiennes et russophones, côté ukrainien ou séparatiste, de la responsabilité de la « Grande Russie »



dans ces événements tragiques sans exempter les dirigeants de Kiev, leurs réponses inadéquates, nationalistes et guerrières elles aussi...

De manière récurrente, au fil des pages et des déchirements, on lit que ce peuple du Donbass a été dépossédé de son histoire et de sa vie par les dérives nationalistes, impérialistes, le libéralisme économique, alors qu'en filigrane revient le traumatisme des anciens de l'Afghanistan, aux temps de l'Union soviétique, qu'ils soient du côté ukrainien ou séparatiste.

Sans nul doute, ce premier roman de Benoît Vitkine ouvre la voie à d'autres récits dont, peut-être le second, qui vient de paraître : *Les Loups*.

Tomas Delmonte

BANDE DESSINÉE

Ruptures : les bébés volés du franquisme

Scénario Laure Sirieix, dessins de Lauri Fernandez. Éditions Bang (Barcelone) 157 pages, 25 euros.

Des bébés et des enfants sont aujourd'hui volés en Ukraine par l'armée russe et les milices à sa solde. Objectif : en faire de « vrais russes » ! Le vol des enfants de militantEs révolutionnaires argentins dans les années 1970 répondait au même objectif et il est aujourd'hui connu grâce à la mobilisation quotidienne des mères et grand-mères de la « Plaza de Mayo ». Moins connu est le vol des enfants des militantEs de la gauche espagnole. Il a pourtant duré pendant des dizaines d'années et peut se chiffrer autour de 300 000 enfants. Ce scandale fut étouffé par la loi d'amnistie du 15 octobre 1977 où les partis dits de gauche s'engagèrent à ne pas remuer le passé en échange de la « démocratie ». C'est le thème central de cette BD qui interroge l'histoire au plus près en y mêlant les préoccupations d'une jeune lycéenne parisienne, petite-fille et arrière-petite-fille de militantEs espagnols.

Un secret de famille et de société

En pleine révision du bac, en 2001, María quitte précipitamment Paris pour se rendre à Barcelone au chevet de sa grand-mère Carmen hospitalisée d'urgence, complètement désorientée et ayant perdu la mémoire, la raison ou les deux. María rate son rendez-vous chez le gynéco alors que, suite à une soirée arrosée, elle est enceinte. Son père, Salvador, avocat débordé du barreau, la rejoint très vite. Inutile de dire que la vie du père et

de l'enfant va être profondément bousculée. En effet, en cherchant à aider Carmen, María et son père vont découvrir dans le désordre de son appartement un obscur secret qui dévoile tout un pan de sa vie restée secrète ainsi que celle de l'arrière-grand-mère décédée dans le silence quelques mois auparavant. Dans les années 1950, la pétillante Carmen a été envoyée à la prison de Les Corts (aujourd'hui devenue les « Galeries Lafayette » de Barcelone) alors qu'elle était enceinte. Qu'est devenu le bébé ? Pourquoi ni María ni son père n'ont-ils jamais entendu parler de cet enfant ? Serait-il l'un des bébés volés sous le régime de Franco ?

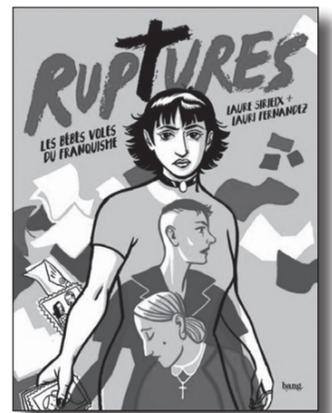
La guerre d'Espagne ne s'est pas arrêtée en 1939

En remontant le fil de la vie de Carmen, la mère de l'enfant volé et de sa mère Rosa, nous retrouvons le destin tragique des générations des années 1940 à 1960. Rosa a perdu son mari pendant la guerre civile et le fiancé de Carmen a disparu dans le maquis des années 1950. Les habitantEs de Barcelone subissent toutes les vexations possibles de la part des forces de répression et de l'Église catholique. Les militants de la Phalange n'hésitent pas à violer les femmes suspectées de rébellion avant de les envoyer dans des prisons sordides où les bonnes sœurs sont chargées de leur redressement et de la disparition des enfants, qu'ils soient le fruit d'un amour partagé ou du viol des tortionnaires franquistes.

Les souvenirs refoulés affluent dans la mémoire de Salvador sur les comportements de sa mère et de sa grand-mère tandis que le séjour de Carmen en prison alors qu'elle est enceinte de son maquisard adoré est dévoilé sans fards. La prisonnière parviendra à sauver puis exfiltrer son bébé malgré les innombrables tortures. Caché par la grand-mère et un réseau, il sera pourtant retrouvé par les franquistes suite à une dénonciation. Est-il vivant ? Dans quelle famille réactionnaire a-t-il été élevé ?

Dans les années 2000, le voile du passé commence à se lever

Carmen, retirée de l'hôpital, avec la complicité de son infirmière, meurt en paix dans son appartement de Barcelone sans vraiment retrouver sa lucidité, mais mettra le père et la fille sur un indice. C'est là que l'histoire familiale rejoint l'histoire tout court. La multiplication des tests ADN pour des raisons de santé révèle que des milliers d'enfants des années 1950-1960 n'ont pas été engendrés par leur mère, et que les actes de naissance et de baptême ont été falsifiés. Les bouches s'ouvrent, les charniers apparaissent. Nous ne raconterons par la suite de l'histoire familiale aussi bien de María que de Salvador son père, et de leurs multiples recherches, mais elle se trouve étroitement mêlée au devoir de mémoire. La BD se terminera d'ailleurs avec l'exhumation du monstre Franco



de son mausolée d'« El Valle de los Caidos ».

Une BD pour tous les antifascistes amoureux de Barcelone

La scénariste de cette BD, Laure Sirieix, est une artiste polyvalente. Elle a joué dans le feuilleton « Plus belle la vie » et signé des scénarios pour les plus jeunes, mais elle connaît surtout son histoire espagnole sur le bout des doigts. La vraie Espagne, celle d'Andres Nin¹ et des anarchistes. Le dossier historique qui conclut la BD est en tout point remarquable. Lauri Fernandez, la dessinatrice, saura vous faire partager son amour pour Barcelone et son peuple. La « Plaça del Diamant »² n'aura plus de secret pour vous. Une nouvelle fois, les éditions Bang de Barcelone frappent fort. Souhaitons que la diffusion suive. Une BD à vous procurer dès le 22 avril chez votre librairie.

Sylvain Chardon

1 - Andres Nin était un révolutionnaire catalan ami de Trotski. Il a été enlevé à Barcelone, torturé et assassiné par les services secrets stalinien en 1937.

2 - La Place du Diamant est aussi un grand roman catalan de Mercè Rodoreda qui constitue une clef de cette BD.

BANDE DESSINÉE

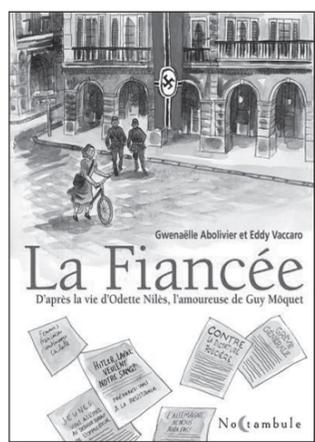
La Fiancée, de Gwenaëlle Abolivier et Eddy Vaccaro, et Madeleine, résistante, de Bertail, Morvan et Riffaud

La Fiancée, éditions du Soleil, 96 pages, 19,99 euros ; Madeleine, résistante (1- La rose dégoupillée), Dupuis, 128 pages, 23,50 euros.

Voilà deux bandes dessinées qui racontent l'engagement militant et courageux de deux jeunes femmes contre l'occupant nazi en France dans les années 1939-1944. Les deux ouvrages sont parus, entre août et octobre 2021. Deux livres que nous avons beaucoup appréciés. Dans les deux livres, ce sont les femmes résistantes, qui ont survécu, aujourd'hui elles sont même âgées, qui témoignent de leur propre histoire.

AdolescentEs résistantEs

Dans *La Fiancée*, Odette, 17 ans, fille de militant, raconte comment des jeunes, encore adolescentEs, ont voulu contester l'occupation nazie et le pouvoir de Vichy, par des slogans sur les murs, des tracts, des cahiers de doléances, par l'organisation de rassemblements. Tout était à haut risque évidemment. D'ailleurs, c'est à l'occasion d'un rendez-vous collectif, même pas eu le temps de manifester, qu'elle se fait rafler avec un groupe de militantEs. Interrogés par la police, enfermés, jugés de manière expéditive et condamnés à mort. Finalement, à part quelques jeunes qui seront effectivement exécutés, Odette et d'autres s'en sortent, ils resteront



en prison pendant des mois, voire des années.

Après des semaines à la prison de la Roquette, racontant la lutte quotidienne des femmes pour leurs conditions de vie en prison et leur dignité, le parcours d'Odette sera le transfert vers la prison de Châteaubriant. C'est là que les femmes résistantes vont côtoyer d'autres résistants arrêtés, militants communistes et syndicalistes. Et c'est là qu'Odette va faire la connaissance de Guy Môquet, jeune de 17 ans aussi. Elle nous raconte un tout début d'histoire d'amour, avec émotion, jusqu'au jour où 27 prisonniers

seront exécutés en représailles d'un officier nazi tué dans un attentat. Il est question de la lettre de Guy, celle adressée à Odette, nous en avons même la reproduction à la fin du livre. C'est particulièrement touchant.

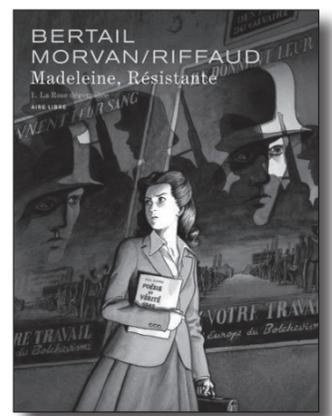
Madeleine Riffaud, de l'enfance à l'adolescence

Madeleine, résistante, est le premier tome paru racontant la vie de la résistante Madeleine Riffaud (qui est une des auteurEs). Ça commence avec des images d'enfance dans les années 1930 dans la Somme, puis avec la débâcle de mai-juin 1940, les familles qui partent en exil, fuyant les bombardements, puis en mai 1941, avec les conditions de vie difficiles sous l'occupation et Vichy, les restrictions et la maladie. Madeleine, 16 ans, est atteinte d'une forme de tuberculose et doit se faire soigner dans un sanatorium du côté de Grenoble, dans la montagne et la neige, lequel fut aussi un « vivier d'intellectuels résistants ». Madeleine va alors commencer à se soigner, elle va se retrouver avec des jeunes en faisant la connaissance de résistants, et aussi tomber amoureuse.

Après un peu plus de 100 pages, Madeleine sort du sanatorium, rejoint la banlieue parisienne,

revoit son oncle démoralisé, qui a participé à la guerre à Barcelone avec les républicains et les anarchistes contre les fascistes, puis à Paris, pour entrer en contact avec des responsables de la Résistance, elle comprend qu'elle rentre dans le monde de la clandestinité, ce sera le début des « aventures » dangereuses. On le sait, elle y a survécu tout comme Odette. Ces deux histoires sont bien racontées, très bien illustrées, les dessins jolis et agréables, les témoignages très touchants. La lutte antifasciste des années 1940 sonne peut-être un peu bizarrement ces temps-ci, avec un sentiment d'être toujours un peu plus concernéEs.

Béa et Philippe



CHEZ POMMIER

Contre l'inflation, une seule solution : nos luttes pour imposer une augmentation !

La grève aux usines Pommier, à Bagnères-de-Bigorre dans les Hautes-Pyrénées, continue¹.

Un dernier déjà, une grève avait été lancée au moment des NAO (négociations annuelles obligatoires sur les salaires). Cette année la situation s'est aggravée : l'inflation explose, la direction ne propose aucune augmentation et retire des primes ! Pour le PDG, Grégoire Libert, la pandémie a été un prétexte pour imposer des reculs et revenir sur des acquis. Les salariéEs sont donc en grève reconductible depuis le 24 mai, avec un piquet installé devant l'usine.

L'imposture du dialogue social

La mobilisation reste très suivie, avec des pics jusqu'à 95% des grévistes, mais l'attitude du PDG est constante : refus de négocier et politique de la chaise vide !

Il cherche même à écouler la production qui reste en stock, au mépris des règles de sécurité. Ce sont les grévistes qui ont joué les lanceurs d'alerte auprès d'Enedis, principal donneur d'ordres.

Il a enfin tenté un chantage sur les salaires, en les payant avec plus d'une semaine de retard, exigeant la reprise du travail, rien de moins qu'une entrave au droit de grève ! Face à cela, les institutions et les pouvoirs publics, saisies par les grévistes et les organisations syndicales, restent dans un silence impuissant... et complice !

La seule pression qui compte, c'est la mobilisation avec un fort taux de grévistes et une solidarité qui dure et s'organise.

La lutte impose son agenda

Depuis le début du conflit, de nombreuses manifestations et initiatives ont permis d'occuper l'espace public. Avant le second tour des législatives, une large délégation s'est retrouvée avec celle du collectif de défense de l'hôpital pour interpeller le député LREM local. Il venait de faire une déclaration dans la presse pour « défendre les entreprises » avec les représentants patronaux, tout un programme... Là, il était moins à l'aise, et le meeting s'est transformé en catastrophe politique et mise à nu totale... et il n'a pas été réélu !

Un « stand des luttes » avec une cagnotte s'est tenu pendant la fête de la musique et les grévistes en ont organisé une en ligne qui a rencontré un vrai succès, même si on reste loin du compte des journées de grève ! Un concert dans l'usine a rassemblé plusieurs centaines de personnes, parfois d'ailleurs aussi d'ancienEs grévistes d'autres entreprises qui ont retrouvé la joie et la solidarité du combat.

À ce jour [lundi 11 juillet], la grève continue et les salariéEs refusent de céder. Plusieurs initiatives dans et devant l'usine seront prises avant le pont du 14. Plutôt que de négocier des miettes, ils et elles exigent le paiement des primes et l'augmentation générale des salaires de 5%. La situation est difficile mais la ténacité des Pommier a déjoué les manœuvres du patron.

Nous sommes nombreux à sentir que cette grève est la nôtre, qu'elle prépare et préfigure d'autres combats dans les semaines et les mois à venir. Elle pose la question centrale des salaires et les moyens de la résoudre : la lutte !

Correspondants locaux

Cagnotte en ligne : <https://www.onparticipe.fr/cagnottes/YlmwzBhS>

¹ - Voir l'Anticapitaliste n° 623.

ÉDUCATION NATIONALE

Chronique d'une pénurie de personnels annoncée

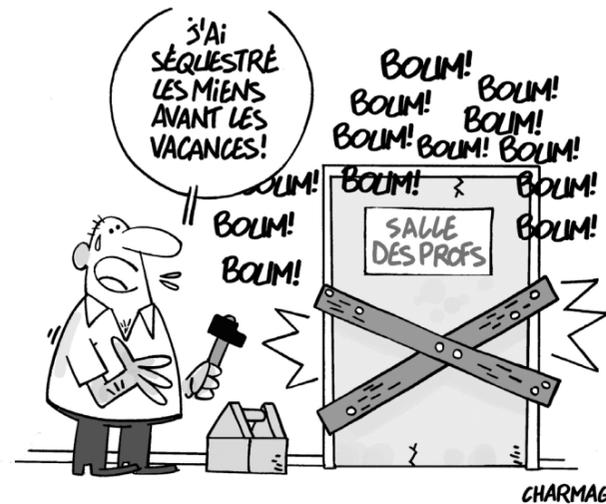
Le début de la période estivale, c'est le bon moment pour annoncer des chiffres qui devraient affoler les usagerEs de l'Éducation nationale que sont toutes les familles avec enfants en âge d'être scolarisés. Familles que le gouvernement fait pourtant mine de cocooner, du moins quand il s'agit d'utiliser leurs angoisses légitimes contre les personnels tentant de défendre leurs conditions de travail.

Les chiffres sont implacables et inédits, annonçant une pénurie d'enseignantEs, mais pas uniquement, qui va avoir localement des résultats catastrophiques pour l'accès à l'éducation. D'après les chiffres du ministère, sur les 23 571 postes offerts aux différents concours de recrutement d'enseignantEs, seulement 19 838 postes ont été couverts. Ce sont 16% des postes qui restent vacants cette année, un taux tout à fait inédit. D'après ces seuls chiffres il manquerait à la rentrée près de 4 000 enseignantEs par rapport aux prévisions. Mais ces chiffres sont, d'une part, très largement sous-estimés, et de plus, ne donnent pas une idée précise de leurs répercussions inégales, suivant les zones géographiques et donc immanquablement, les milieux sociaux qui y vivent.

Au-delà des chiffres

19 838 personnes ayant réussi les concours, ce qui ne signifie pas 19 838 personnes de plus. En effet, parmi elles, il y a des enseignantEs contractuels déjà en poste qui ont obtenu un concours. Mais il y a également des candidatEs qui ont obtenu deux concours (par exemple, l'agrégation et le CAPES ou le CAPES et le PLP), et qui, bien sûr, ne vont pas se dupliquer pour tenir deux postes. Enfin, le nombre de postes ouverts aux concours ne prenaient pas en compte le nombre d'enseignantEs ayant quitté l'Éducation nationale, qui est en hausse sensible. En 2020-2021 il y a eu 2 286 départs d'enseignantEs, probablement davantage cette année. « On a fait le choix de développer une gestion individualisée alors on doit respecter les envies des professeurs », dit-on au ministère... Et il faut également prendre en compte toutes les demandes de temps partiels divers allant jusqu'au mi-temps annualisé, qu'il faudra également compenser. Départs et temps partiels qui marquent le désarroi de

PÉNURIE D'ENSEIGNANTS



salariéEs qui cherchent à souffler ou s'orienter vers d'autres métiers du fait des transformations profondes de leur métier sous l'effet des réformes structurelles qui se succèdent et s'accumulent dans tous les cycles de l'école. Ce qui signifie que ce sont au moins 6 000 personnes qu'il va falloir recruter, dans l'urgence, et sans formation préalable, autre que quelques jours, a priori en distanciel promis par le nouveau ministre, histoire de prétendre prendre en charge le problème.

Inégalités entre académies

Cette pénurie ne se répartira évidemment pas « harmonieusement » sur tout le territoire et dans toutes les disciplines, même si la nouveauté est qu'il manque des postes dans presque toutes. Dans les collèges et lycées, certaines matières étaient déjà notoirement déficitaires, en particulier les disciplines scientifiques si peu attractives au regard d'autres débouchés professionnels. Mais c'était également le cas d'options spécifiques comme les lettres classiques (latin-grec), l'allemand, les arts plastiques et la musicologie. Or ce sont de nouveaux ces

concours qui ont le plus de postes non pourvus. Il faudra donc trouver encore plus de contractuelEs précisément dans les disciplines dans lesquelles il y en a déjà le plus. Sinon l'alternative est d'augmenter le nombre d'élèves par classes donc de dégrader les conditions de travail des enseignantEs et des élèves et donc de détourner de ces disciplines, sauf dans les établissements les plus sélectifs... Quant au 1^{er} degré, les postes non pourvus sont concentrés sur les académies de Créteil et Versailles : 800 et 700 contractuelEs à recruter pendant l'été, sans compter celles et ceux déjà en poste et qui vont lâcher l'affaire ou qui ont eu un concours. Ces deux académies qui comptent le plus grand nombre de ce qu'il reste de zones d'éducation prioritaire, les enfants vont donc être encore plus pénalisés, avec au mieux des enseignantEs non formés, entassés plus nombreux par classe, et sans remplacement en cas d'absences maladie... Alors face à de telles conditions de travail, pas sûr que les petites améliorations salariales promises par les rectorats suscitent tant de vocation.

Une politique délibérée du gouvernement

Mais dans l'Éducation nationale, comme dans le système hospitalier avec la pénurie de soignantEs, la médiatisation du manque d'enseignantEs cache le manque généralisé de personnels. Ainsi, pour les AESH qui accompagnent les enfants en situation de handicap, rien que dans le 93 il manque 1 300 postes, et le nombre de recrutements est inférieur au nombre de démissions. Des centaines de postes d'assistantes sociales, d'infirmières et de psychologues scolaires sont restés vides toute l'année sans que les annonces aient réussi à les pourvoir. Les assistantEs d'éducation ont enfin obtenu la possibilité d'un CDI pour celles et ceux qui en font un métier et non un job étudiant. Mais à cette étape, comme pour les AESH, sans déroulement de carrière ni garantie de l'emploi que représente le statut de fonctionnaire.

Alors, il s'agit bien d'une politique délibérée de la part du gouvernement, qui déroule avec Pap Ndaye, dans la continuité de Blanquer, son projet d'une école de la méritocratie, avec comme colonne vertébrale : supprimer les moyens et les concentrer sur les cadres dont l'économie a besoin. Et en parallèle, réduire au strict minimum pour les enfants des milieux populaires, futurs exécutants, avec de moins en moins de personnels formés et de plus en plus de contractuelEs précarisés qui iront ailleurs à la première opportunité.

Défendre un projet d'école publique, garantissant à chaque enfant sur tout le territoire l'accès à l'éducation et au libre choix sera un enjeu des mois qui viennent. Il se déclinent dans des revendications de formation des personnels, d'augmentation généralisée des salaires et de garantie d'un emploi à temps plein pour toutes et tous.

Cathy Billard

LES DÉSAGRÈMENTS DE LA GRÈVE SNCF



SNCF En grève pour des augmentations de salaire

Le 6 juillet dernier, mobilisation réussie à la SNCF avec 35% de grévistes, tous collègues confondus, pour des augmentations de salaire.

Depuis la fin de l'année dernière, plusieurs journées de grève ont peu à peu réchauffé le climat à la SNCF. Sur l'axe Atlantique, des conducteurEs ont fait grève un week-end, des agentEs commerciaux également. Des conducteurEs à gare de Lyon ou des contrôleurEs à Tours et à Montparnasse ont menacé

de se mobiliser et la direction a concédé quelques primes pour éviter la grève.

Plus récemment, une journée de grève nationale était prévue à l'aiguillage le 25 mai, annulée au dernier moment par les fédérations syndicales qui avaient déposé le préavis de grève, après que la direction a annoncé 1 000 euros

de primes. Mais l'idée est restée dans bien des têtes : pour obtenir de vraies augmentations, il va falloir une vraie grève.

À Saint-Lazare et à Paris Nord, des conducteurEs ont fait grève sans se déclarer 48 h à l'avance, comme l'impose la loi sur le service minimum. Un geste de colère fort et pas banal. Même s'ils portaient

RÉPRESSION **Assez d'acharnement contre Jean-Marc Rouillan!**

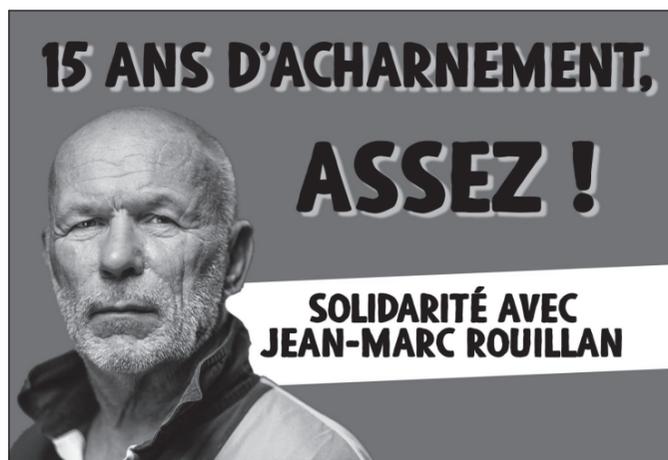
Depuis plusieurs années, la répression du camarade communiste révolutionnaire Jean-Marc Rouillan est réactualisée par les magistrats de l'antiterrorisme et leurs manœuvres, parfois réussies, de le remettre derrière les barreaux. Des manœuvres qui continuent.

Arrêté en 1987, Jean-Marc Rouillan a passé 20 ans en prison. En décembre 2007, il bénéficie d'un premier aménagement de peine en semi-liberté. Commence un périple de 15 ans, où alternent les multiples formes de la prison et de la probation, placement en détention, prison sous bracelet, conditionnelle probatoire, assignation à résidence, pointages réguliers... Jamais il n'a été vraiment libre ni n'a pu échapper à un contrôle méticuleux des appareils antiterroristes.

Parce que sa libération totale n'a jamais été acceptée par le Parquet qui n'a de cesse d'activer une pression judiciaire pour imposer le silence à ce militant qui a toujours revendiqué son histoire politique dans des livres ou des films.

L'acharnement se poursuit

Il devait accéder à cette libération le 2 juin dernier. Mais pour éviter une libération effective et en prévision de la continuité de la surveillance, le parquet a décidé d'inscrire Jean-Marc Rouillan au fichier des personnes condamnées pour terrorisme (FIJAIT) en vertu de la loi contre le séparatisme



vote en 2021. Et ainsi de faire passer la tâche d'assignation permanente de la probation pénitentiaire à la gendarmerie.

À la mi-mai, ses avocats, lui-même et la probation pénitentiaire, ont en outre été informés de l'existence d'une condamnation en 2018, lui imposant le paiement de 18 000 euros aux victimes du Bataclan. La juge d'application des peines a alors décidé de prolonger la probation. Et, le 13 juin, le parquet a demandé son retour à la case prison pour une année.

Au milieu du nouveau scénario de l'application des peines antiterroriste, la Cour européenne des droits de l'homme a répondu à une saisie par Jean-Marc Rouillan. Dans son cas, elle condamne clairement la France : « *La Cour estime que l'ingérence dans la liberté d'expression du requérant que constitue la peine d'emprisonnement qui lui a été infligée n'était pas "nécessaire dans une société démocratique". Elle en conclut qu'il y a eu violation de l'article 10 de la Convention en ce qui concerne*

la lourdeur de la sanction pénale infligée. »

Pourtant, moins d'une semaine plus tard, ne laissant même pas se mettre en place une procédure de révision conseillée par la CEDH, la juge convoquait un tribunal de l'application des peines pour le mois d'octobre prochain afin de statuer sur la remise en prison du militant.

Une vengeance de classe

Nul fait ne justifie cet acharnement judiciaire et la menace perpétuelle d'un retour en prison. Leur justice est réduite à la vengeance éternelle, à la vengeance de classe, et c'est bien une perpétuité réelle qui ne dit pas son nom, que le PNAT (Parquet national antiterroriste) tente d'appliquer.

Nous sommes nombreux et nombreuses, ces dernières années, à nous être opposés à ces dérives judiciaires à l'occasion de diverses initiatives de soutien visant à éviter une incarcération à Jean-Marc Rouillan.

C'est toute cette séquence, ces 15 années d'acharnement, que nous dénonçons aujourd'hui. Cet acharnement figure davantage un État d'exception qu'un État démocratique. La solidarité avec Jean-Marc Rouillan s'inscrit, plus que jamais, dans le combat contre les dérives répressives et autoritaires de l'État français. Le comité Solidarité avec Jean-Marc Rouillan va rapidement appeler à diverses actions de soutien. Jean-Marc Rouillan ne doit pas retourner en prison le 19 octobre prochain. 15 ans ça suffit ! Assez d'acharnement !

Correspondante

JOURNÉES D'ÉTUDES **Contre le nucléaire et son monde**

Les 8, 9 et 10 juillet se sont tenues, à Minerve (Hérault), les 9^e Journées d'études du Collectif national Arrêt du nucléaire.

Étaient présents 83 représentants de groupes de l'Hérault, du Lot, de la Gironde, de la Drôme/Ardèche, de l'Aude, du Gard, de la Manche, d'Indre-et-Loire, de Paris, de la Haute-Garonne, de Cornouailles, de Savoie, d'Isère, des Vosges, de Genève, avec la participation du Collectif national Radiation, de l'Observatoire de l'armement et



de l'Observatoire du nucléaire et d'une représentante de l'association « Nos voisins lointains » de Fukushima.

Vers des assises nationales de la lutte antinucléaire ?

Ces journées d'études étaient consacrées à quatre thèmes. La

situation de l'industrie nucléaire dans le monde et en France ; les luttes à La Hague et à Bure ; l'arme atomique et le danger nucléaire avec la guerre en Ukraine ; le site de Malvesi à Narbonne.

Le tout dans le cadre grandiose du camping autogéré du « Maquis » à quelques kilomètres du village de Minerve dans l'Hérault.

Les participantEs ont conclu ces journées par la rédaction d'un communiqué de soutien aux associations de Bure, suite à la publication vendredi de l'ouverture de la Déclaration d'utilité publique du projet CIGEO d'enfouissement des déchets nucléaires.

Il est elles ont, enfin, évoqué la tenue d'assises nationales de la lutte antinucléaire à l'horizon 2023.

Correspondant

aussi parfois sur les conditions de travail ou le sous-effectif, ces mouvements ont mis la question des salaires au cœur des revendications. La direction s'en est sortie momentanément en concédant des primes, souvent quelques centaines d'euros, étalées sur plusieurs mois. D'où une question lancinante : à quand les vraies augmentations de salaire ?

Gel des salaires + inflation = grève

La grille des salaires est gelée depuis 2014 à la SNCF, c'est-à-dire que les seules possibilités d'augmentation de salaire sont individuelles, parfois liées à l'ancienneté mais souvent au « mérite » (comprenez à la tête du client). Les salaires

deviennent trop faibles au regard des contraintes imposées par les métiers du ferroviaires (horaires décalés, modification des plannings de travail, responsabilités, etc.). Des cheminotEs démissionnent pour tenter leur chance ailleurs. Là-dessus arrive une inflation galopante à plus de 5% et c'est donc le niveau de vie de touTEs les travailleurEs qui se dégrade brutalement.

L'idée que ce ne sont pas quelques primes qui peuvent résoudre l'équation impossible du bouclage de la fin du mois s'est donc imposée. Il faut des augmentations significatives du traitement (la part fixe du salaire à la SNCF). Puisqu'il faut faire le plein de la voiture tous les mois, il faut des augmentations pérennes.

Suite à la grève, quelques avancées mais qui ne compensent même pas l'inflation

C'est donc dans ce contexte que la direction a été poussée à organiser une table ronde salaires le mercredi 6 juillet, et les fédérations syndicales cheminotes à appeler à la grève le même jour. Bilan de la journée : la direction annonce une augmentation des salaires, bloqués depuis 8 ans, de 1,4% et de 400 euros brut annuels, plus quelques augmentations de primes et indemnités d'un montant dérisoire. Les cheminotEs et les cheminotes, très attentifs aux annonces, ont vécu cela comme une provocation. Hors de question de se satisfaire d'une augmentation inférieure à l'inflation. Chacun sait

également qu'une seule journée de grève ne sera pas suffisante pour obtenir notre dû.

Les tentatives habituelles d'opposer les grévistes aux voyageurEs voulant partir en vacances ne semblent pas prendre : au contraire la grève est apparue comme légitime aux yeux de bien des travailleurEs confrontés aux mêmes problèmes de bas salaires.

Les suites ne manqueront pas d'arriver, car bien heureusement les travailleurEs des nombreux secteurs en mouvement pour les salaires n'attendent pas les appels de directions syndicales en vacances jusqu'à la prochaine date de mobilisation nationale le 29 septembre, dans deux mois et demi !

CorrespondantEs

INTERNATIONALISME **La Caravana Abriendo Fronteras à Perpignan : pour un réseau de solidarité européen !**

Les 18 et 19 juillet, Perpignan sera à nouveau une ville ouverte et solidaire, et non la ville de la haine raciste et du repli nationaliste que projette le maire FN/RN, Louis Aliot¹.

Durant ces deux jours, les militantEs et collectifs qui luttent quotidiennement contre le racisme et l'extrême droite et pour la solidarité avec les réfugiéEs accueilleront la Caravana Abriendo Fronteras (Caravane pour l'ouverture des frontières). Un réseau né en 2016 à l'occasion d'un voyage en Grèce où près de 300 militantEs de tout l'État espagnol se sont rendus pour dénoncer la fermeture des frontières et la violation des droits par l'Union européenne. Puis, en 2020, ils et elles se sont rendus sur les frontières sud de l'État espagnol, Melilla et Ceuta ; et en 2021 aux Canaries où ils et elles ont subi une répression policière brutale – avec arrestations et amendes de 7 500 euros...

Faire le lien entre la mémoire d'hier et les réalités d'aujourd'hui

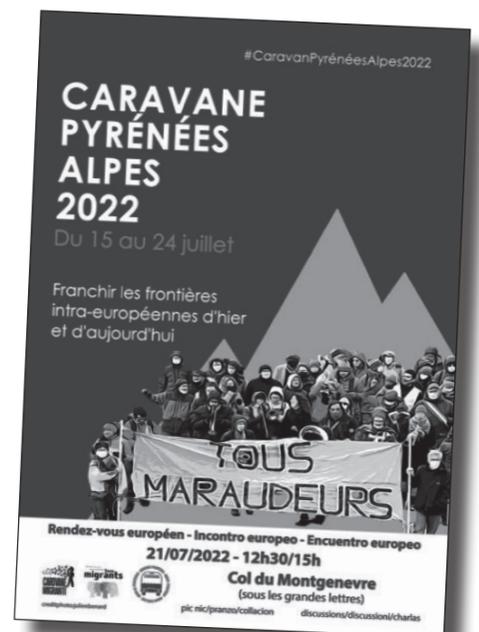
Cette année, la Caravana a décidé de venir à la rencontre des militantEs de notre département, traditionnel lieu de passage des migrations multiples et de mélange culturel et humain. Partie d'Irun, elle poursuivra son chemin jusqu'au col de Montgenèvre dans les Alpes pour dénoncer encore une fois la militarisation de la vie politique et quotidienne, l'autoritarisme et les violences policières racistes, les politiques meurtrières de fermeture des frontières de l'UE. Dernier exemple en date avec la tragédie de Melilla où au moins 27 migrantEs ont trouvé la mort. Cette rencontre dans notre département frontalier veut aussi faire le lien entre la mémoire d'hier et les réalités d'aujourd'hui. C'est pourquoi, après une déambulation antifasciste et antiraciste au cœur même de Perpignan, suivie d'une soirée conviviale d'échanges et de témoignages sur nos expériences réciproques, nous irons le lendemain manifester ensemble sur les plages d'Argelès, le long du chemin de la Retirada, où, en 1939, l'État français parquait des milliers de RépublicainEs espagnols fuyant le franquisme qu'ils et elles avaient combattu. Des plages d'une Méditerranée qui est aussi aujourd'hui un immense cimetière pour ceux et celles qui fuient les guerres et la misère... Et pour finir : la visite du Mémorial de Rivesaltes, près de Perpignan, où sans discontinuité, de 1939 à 2007, les différents gouvernements français ont enfermé ceux et celles qu'ils jugeaient « indésirables » : RépublicainEs, juifEs, Tsiganes, prisonniers algériens du FLN, harkis... pour finir par un centre de rétention administrative pour les sans-papiers !

Grâce à ces moments d'échanges entre militantEs engagés, aux quatre coins de l'UE, dans la solidarité avec les personnes migrantes, pourra se poursuivre la construction d'un réseau de combat à travers cette Europe forteresse, pour porter ensemble les revendications de liberté de circulation et d'installation, et d'égalité pour touTEs.

CorrespondantEs NPA Catalogne nord

¹ Lire par exemple « Perpignan : quand Aliot met à l'honneur l'OAS »,

L'Anticapitaliste n°622.



IV^e Internationale**Dernière ligne droite pour les Rencontres internationales jeunes!**

Chaque année, un camp d'été autogéré est organisé par les jeunes de la Quatrième internationale: ce sont les Rencontres internationales jeunes (RIJ). Cette année, elles ont lieu en France, du 23 au 30 juillet près de Moulins (département de l'Allier).

Les RIJ permettent de se retrouver entre jeunes du monde entier pour discuter, débattre, se former autour des questions essentielles pour une transformation radicale de la société! Durant le camp, il y a des ateliers, des plénières, des temps festifs... Des espaces en non-mixité sont organisés et les oppressions sont fermement combattues. Et Philippe Poutou, ouvrier licencié et candidat pour le NPA à la présidentielle, sera présent au camp les 28 et 29 juillet!

**Comment se déroule une journée-type?**

8h-8h45 Petit déjeuner
8h45-9h30 Réunion de délégation
9h30-11h Formation en plénière
11h15-12h30 Ateliers au choix
12h30-14h Déjeuner
14h-15h Rencontres interdélégations
15h-16h30 Espaces non mixtes
17h-18h Commissions permanentes, débats et expériences de lutte
19h-20h Réunion de délégation
20h-21h30 Dîner
21h30 Fêtes

Les réunions de délégation?

C'est le moment où l'on se retrouve entre toutes les camarades d'un même pays. C'est dans ces réunions que l'on anime la vie collective, on règle les problèmes éventuels et on se répartit les tâches.

Les formations en plénière?

C'est le temps où l'ensemble des participantEs se retrouvent. On introduit le thème de la journée, avec un topo de 45 minutes puis un débat. Un système de traduction simultanée est mis en place avec radios et écouteurs.

Les ateliers?

Tous les jours, une petite dizaine d'ateliers permettent d'approfondir en petit nombre sur le thème de la journée, avec des exemples de luttes historiques ou d'actualité, ou bien un développement sur un aspect théorique.

Les rencontres inter-délégations?

Elles permettent d'échanger avec des camarades d'autres pays. Les pays se rencontrent par deux. Il s'agit d'un temps d'échange sur les luttes locales.

Les commissions permanentes?

Il s'agit d'espaces de rencontre, ouverts à toutes et tous les participantEs, pour discuter et élaborer autour de nos luttes mais surtout autour de ce que l'on peut construire ensemble.

Le prix?

225 euros (cela comprend les transports (70 euros), le logement, la nourriture...). Le camp est ouvert à toutes les jeunes, militantes ou non!
 Inscriptions en envoyant un mail à rij@fourth.international ou sur le lien <https://paiements.nouveaupartianticapitaliste.org/rij>

À gauche**Courrier du NPA à l'Union populaire et à La France insoumise**

Suite à la dernière réunion de son Conseil politique national (CPN), le NPA a pris l'initiative de s'adresser à différentes forces politiques pour discuter des initiatives à prendre pour faire face à Macron, la vieille droite et l'extrême droite. Nous publions dans nos colonnes le courrier envoyé à l'Union populaire et à La France insoumise le 5 juillet dernier.

CherEs camarades, la situation sociale et politique est marquée par une grande instabilité. Les résultats des élections législatives confirment et même amplifient les grandes données de la présidentielle. Après l'épisode du président mal élu, la macronie sort fragilisée de cette séquence, incapable d'avoir la majorité parlementaire que sont censées pourtant lui garantir les institutions de la 5^e République. Au-delà, ce sont bien les classes dirigeantes qui doivent faire face à une crise de gouvernance assez inédite.

Course de vitesse avec l'extrême droite

Dans ce contexte, le danger venu de l'extrême droite se précise. L'élection de 89 députéEs du Rassemblement national confirme la percée de Marine Le Pen, présente pour la seconde fois consécutive au second tour de l'élection présidentielle. Et le positionnement d'ouverture tant de représentants de Macron que de ceux de LR en direction de l'extrême droite (cf. ce qui s'est passé à l'Assemblée nationale la semaine dernière) illustre les dynamiques politiques dangereuses qui peuvent se mettre en place durant cette nouvelle séquence.

La percée positive d'une gauche de résistance au néolibéralisme largement incarnée par la Nouvelle Union populaire écologique et



PHOTO THÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

sociale (et plus particulièrement votre composante politique en son sein) montre que rien n'est écrit à l'avance. La course de vitesse entre les forces qui défendent les intérêts de notre camp social et les partis de la réaction, autoritaires et racistes, est engagée, et dans ce cadre, il va être nécessaire d'échanger, de débattre, de continuer à regrouper et de reconstruire des outils utiles aux mobilisations et porteurs de perspectives pour changer de société.

Comme vous le savez, à votre invitation, le NPA a été partie prenante des discussions qui ont conduit à la

Nupes, mais nous avons considéré que les conditions n'étaient pas réunies pour que le NPA accepte cet accord. Selon nous, les raisons en étaient le déséquilibre politique du regroupement dû à la participation d'EÉLV, puis à l'arrivée du PS dans la discussion... Ce sont ces mêmes facteurs, avec une très grande place laissée à EÉLV et au PS au niveau de la répartition des circonscriptions, qui expliquent que les propositions faites au NPA concernant cette répartition étaient selon nous inacceptables. Cela ne nous a pas empêchés d'appeler globalement à voter pour

les candidatures de la Nupes et de mener campagne dans différents endroits, en particulier pour des candidatEs issus de l'Union populaire.

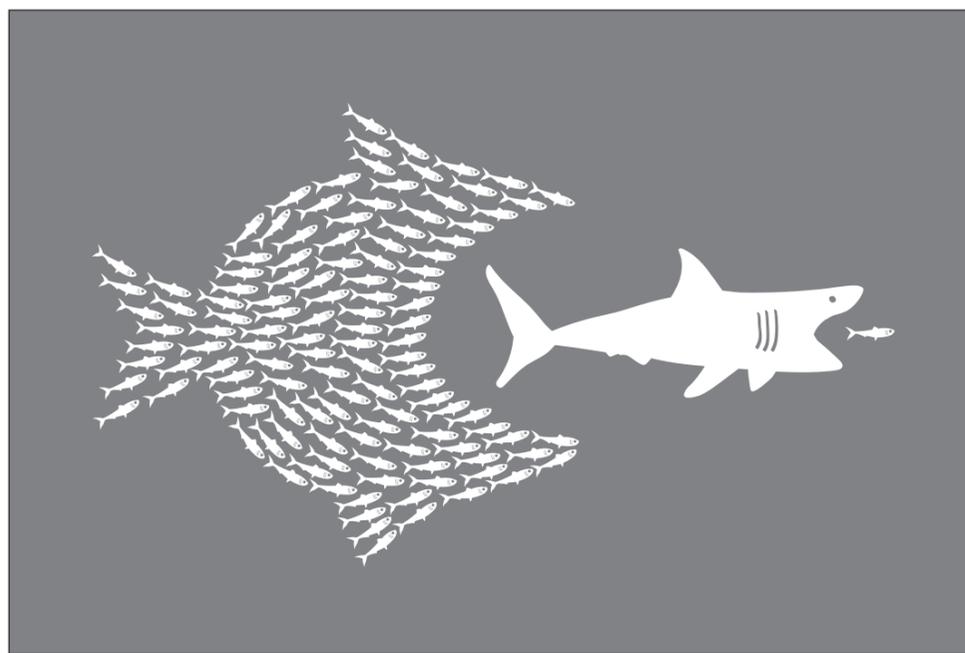
Des discussions à approfondir

À l'issue de cette campagne électorale, nous souhaitons reprendre le fil de nos échanges avec vous. Quelles articulations entre les places prises dans les institutions et la construction de ces mobilisations? Comment résister et porter des mesures d'urgence contre l'offensive de Macron et de ses alliés ces prochains mois? Quel rôle peut jouer le Parlement populaire de la Nupes et de possibles déclinaisons locales dans la construction de nos perspectives?

Vendredi 24 juin, au côté de notre camarade Philippe Poutou, nous avons invité Aurélie Trouvé et Danielle Simonnet à une réunion publique de débat organisée par le NPA, et en conclusion de cette réunion, nous vous avons invitéEs à poursuivre cet échange fructueux lors de notre Université d'été qui se déroulera du dimanche 21 au mercredi 24 août à Port-Leucate. Nous vous proposons en particulier d'y prendre la parole lors de réunions de débat organisées en son sein.

Ceci dit, sans attendre cette échéance, nous souhaiterions vous rencontrer ces prochains jours avant la coupure estivale pour échanger sur nos perspectives et les possibilités et espaces d'activités communes ces prochains mois. Dans l'attente d'une réponse de votre part, recevez nos salutations anticapitalistes et militantes.

Le comité exécutif du Nouveau Parti anticapitaliste

14^e université d'été du NPA**RDV à Port-Leucate!**

La 14^e université d'été du NPA se déroulera, cette année encore, au village vacances Rives des Corbières de Port-Leucate. Rendez-vous du 21 au 24 août (accueil à partir du samedi 20 dans l'après-midi, départ le jeudi 25 après le petit-déjeuner).

TARIFS PAR PERSONNE (PENSION COMPLÈTE)

Revenu net mensuel	Tarifs
inférieur à 800 €	124 €
entre 800 € et 1 000 €	144 €
entre 1 000 € et 1 220 €	168 €
entre 1 220 € et 1 320 €	200 €
entre 1 320 € et 1 420 €	224 €
entre 1 420 € et 1 720 €	264 €
entre 1 720 € et 2 020 €	300 €
entre 2 020 € et 2 520 €	320 €
entre 2 520 € et 3 000 €	356 €
entre 3 000 € et 3 500 €	396 €
entre 3 500 € et 4 000 €	448 €
supérieur à 4 000 €	504 €
Enfants	Tarifs
moins de 2 ans	gratuit
jusqu'à 11 ans inclus	112 €
plus de 11 ans	124 €
Inscription en ligne:	
NOUVEAPARTIANTICAPITALISTE.ORG/UE2022	

Bande dessinée

Pour sa 30^e édition, le festival de Martel voit grand!

16-17 juillet, Place de la Halle à Martel (46), entrée gratuite.

Pour sa 30^e édition, le festival BD de Martel a mis les petits plats dans les grands ou l'inverse. La BD africaine et Léa Muziawec¹, fauve du public à Angoulême 2022, seront à l'honneur.

Activités multiples

Cette année la BD africaine sera particulièrement mise en valeur avec la Camerounaise Elyon's, déjà venue à Martel et commissaire d'exposition au Musée international de la BD d'Angoulême. Elle présentera l'exposition « Kubuni » au palais médiéval de la Raymondie et sera accompagnée de plusieurs dessinateurs africains. L'exposition sera installée dès le 13 juillet (entrée libre). Plusieurs animations pour les grands et les petits seront proposées du 15 au 17 juillet (ateliers, dessins d'enfants, etc.). Le 16 dans l'après-midi, la grande halle de Martel se verra envahir par le monde de la BD. Le dimanche 17, dès le matin, une cinquantaine de dessinateurs et dessinatrices², célèbres ou moins, venus de France, de Belgique ou d'Afrique, dévoileront et signeront leurs albums sous cette même halle.

L'après-midi, sur la grande place de Martel, on pourra assister à un concert dessiné avec le déjà célèbre Alexandre Clérisse³. Un souvenir inoubliable pour celles et ceux qui ont pu assister à la performance de Virginio Vona en 2020. Les amateurs et collectionneurs pourront fouiner dans les caisses de deux bouquinistes BD renommés qui proposeront leurs merveilles à tous les prix. Les enfants ne seront pas oubliés et pourront colorier une fresque



de Katia Even ou tout ce qui leur passera par la tête. Toutes les activités sont gratuites et, venir à Martel, c'est aussi l'occasion de se ressourcer, de choisir les grands espaces du Causse de Quercy pour respirer et rêver.
Sylvain Chardon

1 – À propos de Léa Muziawec, voir *L'Anticapitaliste* n°585 du 7/10/2021 à propos de son album *Le grand vide*.
2 – Nous ne citerons ici que Céline Wagner (autrice du magnifique album sur la peintre surréaliste Unica Zürn chez « La boîte à Bulles »), Alexandre Clérisse, Lionel Brouck, Jiho, Léa Murawiec, Juliette Vaast, Roth, etc.

3 – Diplômé de l'École européenne supérieure de l'image (EESI) à Angoulême en 2003, Alexandre a déjà signé plus d'une dizaine d'albums. Il collabore avec divers magazines, revues collectives, et l'édition du graphisme tout en animant des Master class en France et à l'étranger. En 2019, Alexandre a travaillé sur les éléments de décor du film *The French Dispatch* de Wes Anderson.



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 € à l'ordre de NSPAC à :

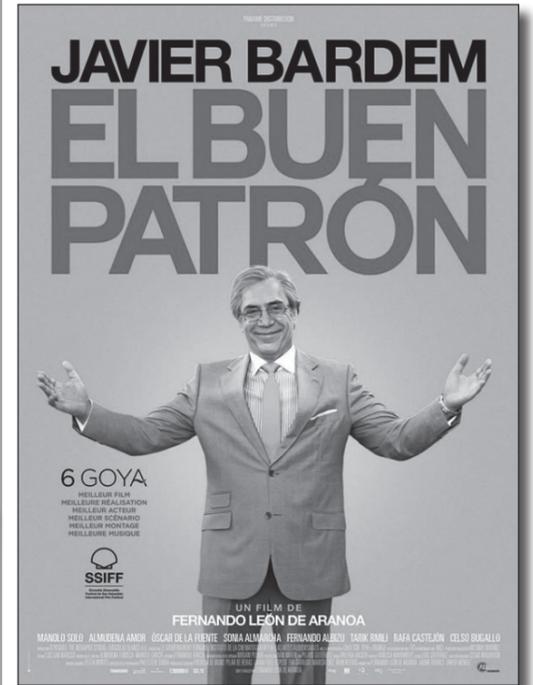
L'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Cinéma

El Buen Patrón, de Fernando León de Aranoa

Film espagnol, 2h, sorti le 22 juin 2022.



Au début du film, dans une ville où certains jeunes tabassent les immigrés, le dénommé Blanco, patron d'une entreprise d'instruments de pesage, fait un discours sirupeux à ses salariés à qui il explique qu'il les aime, qu'ils sont sa vraie famille même s'il est parfois amené à prendre des décisions douloureuses mais inévitables... et qu'il compte particulièrement sur eux dans les jours qui viennent car doit passer dans l'entreprise une commission chargée d'attribuer un prix qui augmentera le renom de la firme.

L'arbitraire d'un patron tout-puissant

Tout semble marcher comme sur des roulettes pour Blanco mais un salarié licencié s'est installé en face de l'entrée de la boîte avec des banderoles dénonçant le patron. Il y a aussi un cadre avec qui Blanco a des rapports compliqués et qui est de moins en moins en mesure de faire son travail – ce qui désorganise l'entreprise. Les ouvriers sont sommés d'adapter leurs heures de travail pour en réduire les conséquences. Blanco est prêt à tout pour régler ces problèmes : de la fausse sympathie à des moyens plus frappants en passant par la mobilisation de ses relations dans la police, la presse et à la mairie. Son intérêt pour une jeune stagiaire de l'entreprise (il semble avoir pour habitude de les considérer comme des proies) va ajouter à ses difficultés.

Peu à peu au fil des quelques jours d'attente de la commission, se dévoile la réalité de Blanco : sous ses dehors de notable respectable de province, un cynique sans scrupule et manipulateur.

Javier Bardem met son talent au service du personnage de Blanco. On rit souvent en regardant cette tragi-comédie qui, pourtant, aborde certaines réalités d'un monde du travail où l'arbitraire d'un patron tout-puissant peut parfois s'exercer sans guère de limites.
Henri Wilno

Essai

Du pouvoir et du profit, de Sébastien Guex

Éditions Antipode, 704 pages 38 euros.

Professeur à la section d'histoire de la faculté des lettres de l'université de Lausanne (UNIL) et militant de solidaritéS, Sébastien Guex a pris sa retraite en 2021. À cette occasion, ses proches collègues de l'UNIL ont publié aux Éditions Antipodes (Lausanne) un ouvrage contenant une vingtaine de textes, ainsi que la bibliographie exhaustive des publications de Sébastien Guex.

Un engagement d'un demi-siècle

En préambule, Sandra Bott et Malik Mazbouri ont mené, de janvier à mars 2021, un long entretien avec Sébastien Guex. Cet entretien permet de découvrir sa personnalité, son engagement militant (d'un demi-siècle!) et son parcours professionnel, non exempt

de vicissitudes dues au poids des adeptes du « capitalisme réellement existant » au sein du monde universitaire. L'ouvrage, des plus instructifs, englobe cinq thématiques :
– la fiscalité, les finances publiques et la politique monétaire ;
– la question du secret bancaire et celle de la place financière ;
– l'impérialisme suisse ;
– l'histoire sociale et politique ;
– les recherches sur l'historiographie internationale. Dans *L'argent de l'État. Parcours des finances publiques au 20^e siècle* (Lausanne, Éditions Réalités sociales, 1998) – épuisé en librairie, mais disponible en ligne – Sébastien Guex avait déjà analysé la politique financière de l'État suisse, ciblant notamment la « politique des caisses vides », vecteur des politiques austéritaires



par la baisse orchestrée de la fiscalité. L'ensemble des contributions rassemblées dans *Du pouvoir et*

du profit permet de connaître et d'analyser la politique et la réalité de la classe dirigeante suisse, chose fort utile pour les diverses générations de la gauche radicale dans ce pays.

S'intéressant globalement à des domaines parfois très sensibles du passé helvétique, Sébastien Guex a présenté en 1998, lors d'un congrès de l'Union syndicale suisse, un exposé sur la grève générale de novembre 1918, en cherchant à tirer les enseignements de cet événement aujourd'hui encore pour l'action du mouvement ouvrier (politique et syndical).

Si le volume de l'ouvrage pourrait parfois faire hésiter à en entreprendre la lecture, chaque texte peut être lu indépendamment des autres.

Hans-Peter Renk

Publié dans le n°407 de *solidaritéS* (Suisse)

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

HDP (TURQUIE) Un congrès festif malgré les menaces

Le cinquième congrès du HDP (Parti démocratique des peuples) s'est tenu à Ankara (Turquie) il y a dix jours. Notre camarade **Mireille Court** s'y est rendue pour représenter le NPA. Nous publions son compte rendu.

Le cinquième congrès du HDP s'est tenu le 3 juillet dans l'immense salle du Arena sports Hall à Ankara. Les tribunes bondées qui peuvent accueillir 10 000 personnes débordaient sur le terrain central où avaient pris place les 1 050 délégués venant de toute la Turquie. L'ambiance était à la fête, et de nombreux groupes se sont mis à danser au son de la musique kurde avant le début des travaux du congrès.

Face à la répression

Pourtant l'avenir du HDP est assombri par la menace d'interdiction du parti, dont l'instruction est en cours devant la Haute cour de justice turque. Mais l'enthousiasme des militants, agitant des centaines de drapeaux HDP, n'a pas été douché par les tracasseries et les contrôles de police à l'entrée de la ville. Ni par les risques d'incarcération, puisque plusieurs milliers de militants et cadres du parti, élus des municipalités ou de l'Assemblée législative, sont actuellement en prison ou sous le coup de poursuites pour « liens avec une organisation terroriste », il s'agit évidemment du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Le congrès était présidé par Mme Pervin Buldan, co-présidente, et M. Mithat Sancar, co-président, car la direction du parti est strictement paritaire, comme toutes les mairies qu'il dirige, enfin celles qu'il dirigeait puisque le gouvernement a autoritairement démis de leurs fonctions ces maires, parfois élus avec 95% des voix, pour les remplacer par des « administrateurs » du parti du président Erdogan, l'AKP. Les deux précédents co-présidents, Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdag, sont emprisonnés depuis 2016, bien que la Cour européenne des droits de l'homme ait exigé leur libération en décembre 2020. De nombreuses délégations étrangères assistaient au congrès, parfois massives, comme celle de la Grèce avec une importante délégation de Syriza, et de l'État espagnol, avec une importante délégation de Podemos, plusieurs représentants de la CUP mais aussi des élus au Parlement de Catalogne et la présence de Bildu pour les Basques, des élus au Parlement européen de Grande-Bretagne, d'Italie entre autres également.

Erdogan en difficulté

La période est en effet cruciale : des élections présidentielle et législatives doivent se tenir au mois de juin 2023 en Turquie et les grandes manœuvres ont déjà commencé. Erdogan se retrouve dans une position difficile car la crise économique frappe de plein fouet la Turquie, les caisses sont vides et surtout l'inflation bat des records : estimée officiellement à 78% par an, le taux réel serait bien supérieur, d'ailleurs le directeur des statistiques nationales a été immédiatement limogé après avoir annoncé un taux de 160%... lui même peut-être édulcoré. La base populaire de l'AKP, fidèle jusqu'il y a quelques mois, s'effrite



NPA/MC

nettement au fur et à mesure de l'appauvrissement généralisé des couches populaires. Le salaire de 48% des travailleurs s'établit à un peu moins de 300 euros, alors que le kilo de tomates tourne autour d'un euro et que le litre d'essence peut monter jusqu'à 1,60 euro dans certaines villes.

Dans ce contexte catastrophique, le gouvernement turc semble miser sur une fuite en avant nationaliste qui le pousse à menacer d'envahir une grande partie du Rojava et même, nouveau lapin sorti du chapeau, six îles grecques proches des côtes turques. Le nationalisme et l'ardeur guerrière feront-ils oublier les ventres vides ? Rien n'est moins sûr. D'autant que du côté de l'opposition, le nationalisme n'est pas la dernière roue du carrosse.

Le parti social-libéral CHP a formé une coalition électorale, dont le

candidat à la présidentielle pourrait être Ekrem İmamoğlu, le maire d'Istanbul, avec plusieurs partis dont le İyi parti (« Le Bon parti »), une scission du MHP, parti néofasciste en alliance au gouvernement avec l'AKP.

La scission de ce parti s'est faite sur le refus de l'alliance avec l'AKP islamiste, dans la tradition kémaliste, mais son ultra nationalisme pousse aussi au refus des droits des minorités.

La stratégie du HDP

Le HDP aurait-il pu intégrer cette coalition dans le but d'assurer la défaite d'Erdogan en 2023 ? Impossible, nous dit Gulistan Kiliç Koçyigit, avocate et députée au Parlement pour la ville de Muç. Impossible de conclure une alliance avec les néofascistes du İyi parti et la droite néolibérale.

Lors des élections municipales de 2019, le HDP avait retiré ses candidates et de fait permis l'élection de maires CHP dans les grandes villes de Turquie : Istanbul, Ankara, Izmir. Cuisante défaite pour Erdogan – qui avait été maire d'Istanbul pendant huit ans – et pour l'AKP en général. Ce qui était évidemment le but. Mais le retour d'ascenseur ne s'est jamais produit – le HDP n'en espérait pas d'ailleurs. Le CHP est resté très discret sur les emprisonnements d'élus et a voté avec enthousiasme les invasions dans le nord de la Syrie. Alors, quand on évoque la participation à cette coalition, Gulistan Koçyigit est très claire : « Nous ne pouvons pas nous allier avec des partis institutionnels qui défendent l'ordre ancien. Notre but est de créer une troisième voie, un pôle démocratique qui s'appuie sur la société civile, les organisations des droits humains, les organisations de femmes et le mouvement écologiste. Nous pensons que cette union démocratique peut obtenir des résultats conséquents, avec au moins 150 députés. Quant à la présidentielle, le HDP reste un parti clé dans cette élection. »

La Haute cour de justice examine la requête en interdiction du HDP formulée par le gouvernement turc, et cette interdiction peut se produire à tout moment, dans un mois ou quelques semaines avant les élections de juin 2023. Mais Gulistan Koçyigit reste optimiste : « Nous avons l'habitude des interdictions, nous en avons déjà subi plusieurs dans notre histoire, et les votes des électeurs et électrices du HDP ne se disperseront pas. »

Mireille Court

L'image de la semaine



BRÉSIL : L'EXTRÊME DROITE TUE. Le Parti des Travailleurs (PT) du candidat à l'élection présidentielle brésilienne Luiz Inácio Lula da Silva a dénoncé dimanche [10 juillet] le meurtre de l'un de ses militants par un supporter du président Jair Bolsonaro, à Foz-do-Iguaçu (sud). M. Lula a déploré qu'une famille « ait perdu un père et un mari comme conséquence d'un discours de haine encouragé par un président irresponsable ». Marcelo Arruda, un agent municipal et militant du PT, fêtait ses 50 ans dans le cadre d'un événement du PT lorsqu'un agent d'un établissement pénitentiaire, identifié comme Jorge Guarinho, et supporter du président Bolsonaro, a fait irruption avec une arme vers 23h30. L'assistance écoutait alors, apparemment, des chansons évoquant Jair Bolsonaro, a expliqué la commissaire de police Jane Cardoso, lors d'une conférence de presse. Jorge Guarinho a crié des slogans de soutien au président brésilien d'extrême droite puis, après avoir proféré des menaces, une arme à la main, il a quitté la fête en disant qu'il reviendrait, a détaillé la policière. À son retour, « la tragédie est survenue », a-t-elle ajouté. Pour le PT, Marcelo Arruda a « tenté de se défendre » avec l'arme réglementaire qu'il avait dans sa voiture et a eu un « geste héroïque » qui a « sauvé de nombreuses vies ». Guarinho a été admis à l'hôpital dans un état « stable », sous la surveillance de la police militaire, a précisé Mme Cardoso. Des témoins avaient auparavant affirmé que ce dernier avait été tué dans l'échange de tirs. « Vers 23h30 un homme qui n'était pas invité et que personne ne connaissait est arrivé au volant d'une voiture, avec une femme et un bébé, a braqué les personnes présentes avec son arme et affirmé qu'il reviendrait tuer tout le monde », avait déclaré auparavant un témoin, Aluizio Palmar, dans un message audio envoyé à l'AFP. « Nous rejetons toute forme de soutien à ceux qui recourent à la violence contre les opposants », a tweeté dans la soirée le président brésilien d'extrême droite Jair Bolsonaro. « Nous demandons à ce genre de personnes, par souci de cohérence, de changer de camp et de soutenir la gauche, qui a un passé incontestable d'épisodes violents », a-t-il ajouté. « Toutes les personnes fanatisées par ce projet de mort et de destruction peuvent devenir des agresseurs ou des assassins », a affirmé le PT, alertant sur « l'augmentation de la violence politique dans le pays » à trois mois de l'élection présidentielle. Le président d'extrême droite Jair Bolsonaro a facilité l'accès aux armes au Brésil depuis son arrivée au pouvoir. Samedi, des centaines de personnes ont manifesté à Brasilia en soutien au droit de s'en procurer. Selon un sondage de l'institut de référence Datafolha, Lula est crédité de 47% des intentions de vote, contre 28% pour M. Bolsonaro. Agence France-Presse, « Brésil : le parti de Lula dénonce le meurtre d'un de ses militants », 11 juillet 2022.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 35 € <input type="checkbox"/> 1 an 70 €	Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 60 € <input type="checkbox"/> 1 an 120 €	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert	12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755
Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org